

Service International Chrétien pour la Paix



EIRENE



Radio, Journaux & Co. Instruments de Paix

Expériences de terrain de 2002 à 2008



Travail médiatique impactant les conflits en Afrique

Editorial: Nous nous faisons entendre!.....	3
Pourquoi encourager un travail médiatique impactant les conflits en Afrique?	4
Le journalisme qui encourage la paix contre le journalisme qui appelle à la violence	7
Quand deux personnes se disputent ... une troisième peut les aider!	8
Modèle d'escalade des conflits selon Glasl.....	9
Sept thèses sur le journalisme de paix.....	10

Tchad

Le Tchad: un pays de conflits et de violences.....	11
Le dialogue permet de résoudre les problèmes – Interview avec Madjioudou Laoundam Laoumai, coordinateur du programme MEC au Tchad	13
Évaluation du travail auprès de stations de radio dans le cadre du programme MEC.....	15
En visite chez les producteurs de radio.....	21
La parole est comme une pierre – Interview avec Lazare Djekourninga Kaoutar, Directeur de FM Liberté, N'Djaména	23
Radio FM Liberté	24
La radio transmet des messages, il mobilise et il sensibilise les populations – Interview avec Dournar Jem Kam Kam, directeur de Radio Rurale du Tchad.....	25
Radio Rurale	26
La seule solution, c'est d'être solidaire – Interview avec Tchanguiz Vathankha, rédacteur en chef de Radio Brakoss	27
Radio Brakoss	28
En visite chez les auditeurs.....	30

Niger

Bases de la gestion de conflits pour les journalistes	33
---	----

Mali

Journalistes au conclave pour apprendre le travail en situation de conflit.....	40
---	----

République Démocratique du Congo

Radio Maendeleo.....	45
Nous avons été censurés et nous espérons que cela ne se reproduira plus – Interview avec Kizito Mushizi, directeur de la Radio Maendeleo.....	46

Annexe

Table des matières.....	49
DVD	51



Nous nous faisons entendre!

Les sociétés dont il est ici question sont des sociétés agricoles. La majorité des gens de ces zones en grande partie rurales vivent de la culture et de l'élevage et sont analphabètes. Comment atteindre ces groupes précis dans ces vastes pays du Sahel, surtout quand ils se déplacent toute une partie de l'année, comme c'est le cas des éleveurs souvent nomades? Comment faire entendre les voix appelant à la gestion non violente de conflits? Comment sensibiliser les populations d'Afrique Centrale et de l'Ouest aux causes de ces conflits de plus en plus violents pour les ressources naturelles et minérales. Les organisations partenaires d'EIRENE au Niger, au Mali, au Tchad et en RDC ont fourni diverses réponses à ces questions. Les traditions orales, l'isolement des zones d'interventions et l'accès limité à l'information ont poussé EIRENE et ses organisations partenaires à accorder une plus grande importance aux médias dans la conception du projet. Nous tenons par cette publication à vous présenter quelques exemples montrant dans quelle mesure la diversité des médias peut être mise au service de la gestion non violente de conflits.

Toutes les initiatives présentées ci-après se sont servies de la radio comme d'un moyen de communication et ont analysé le rôle des médias dans la dégradation des conflits. Les personnes impliquées ont souvent personnellement fait les frais du lien étroit entre les médias et la gestion de conflits et ont couru de grands risques. Malgré les aspects similaires évoqués plus haut, les situations dans lesquelles les organisations locales ont fait un usage stratégique de la radio varient beaucoup selon le lieu et les régions. Au Niger, on diffuse principalement de l'information de base à une population majoritairement analphabète. Dans le Sud du Tchad, les radios servent plus de plate-forme au débat politique. Enfin elles peuvent aussi servir

d'instrument de propagande à des acteurs belliqueux, comme dans le Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo.

EIRENE s'est posé la question de savoir comment soutenir au mieux le travail des acteurs locaux dans ce type de contextes. Notre vision du changement social va bien au-delà de la simple durée d'un projet. De par notre travail avec les radios ou le cinéma, nous ne cherchons pas uniquement à sensibiliser mais aussi à nous investir à long terme pour l'amélioration de cadres légaux, comme par exemple au Tchad dans le domaine de la gestion des ressources. Au Tchad justement, mais aussi au Niger, ce type d'interventions externes joue un rôle décisif et indispensable dans le soutien des processus de décentralisation. Dans des situations critiques, telles qu'au cours des combats au Tchad début février 2008, une coopération en toute confiance et l'existence de réseaux formels et informels permettent d'aider rapidement et de protéger nos collègues des menaces auxquelles ils font face.

Les coopérations présentées ici ont lieu dans le cadre du „Service Civil pour la Paix“, elle sont le fruit du travail des équipes de projet nationales et des experts du service. Il faut tout particulièrement citer Madjioudou Laoundam Laoumaï, Ingo Möller (coordination du programme MEC), Raphaël Yimnga Tatchi (PADET) et Knud Schneider (GENOVICO Mali). Martin Zint, journaliste et formateur journalistique, est l'un des initiateurs de ces groupes de travail que forment EIRENE et ses partenaires et a, au fil des années, accompagné les formations et fourni du matériel aux radio.

Il s'est rendu au Tchad en janvier 2008 afin d'évaluer les effets du travail avec nos collègues sur place. Vous trouverez dans cette brochure les résultats



Claudia Frank (à gauche), intervenante d'EIRENE-Afrique, et Lucy Shondinga, coordinatrice de l'AFIP, une organisation de femmes du Sud-Kivu, où la plus récente coopération entre radios commença en 2008.

de ses recherches sur l'usage de la radio dans le conflit opposant les éleveurs nomades aux cultivateurs sédentaires. Les interviews des acteurs de la radio dans divers pays illustrent par ailleurs fort bien les conditions politiques et économiques ambiantes.

Nous espérons vous donner un aperçu intéressant de cet aspect du Service Civil de Paix qu'est le travail médiatique alternatif, ainsi que des possibilités qu'il offre afin de sensibiliser un grand nombre de personnes et de contribuer au débat démocratique. Les journalistes, les radios et équipes de projets attendent vos réactions. Faites-vous entendre!

En vous souhaitant une lecture aussi plaisante qu'intéressante,

Claudia Frank
intervenante Afrique, EIRENE



Pourquoi encourager un travail médiatique impactant les conflits en Afrique?

La communication est à la base même de toute forme de gestion de conflit mais elle n'est pas la seule prémisses à un usage pacifiste des médias. Les médias peuvent avoir un pouvoir considérable et ils sont un outil classique d'influence pour la société civile. Rudolf Augstein, fondateur de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, a qualifié les médias de «fusil d'assaut de la démocratie». Mais Winston Churchill n'a-t-il pas dit qu'il valait «mieux s'insulter que de se tirer dessus»? Si la paix doit être un état durable, les processus mis en place pour y parvenir doivent être non violents. C'est là l'un des principes fondamentaux du travail d'EIRENE. Celui qui veut la paix doit l'obtenir par le biais de moyens pacifiques. Sans recourir à l'usage de la violence. Et les médias peuvent y contribuer.

Les médias de masse et la violence vont souvent de paire. Les médias

«Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix»

Assemblée constitutive de l'UNESCO 1945

sont souvent montrés du doigt comme étant responsables de l'abrutissement général, de produire des légumes dépolitisés. Mais les médias peuvent aussi avoir un effet mobilisateur.

Une grande partie du public perçoit les médias comme un outil au service du pouvoir. Le fait que les médias puissent aussi être un instrument de libération semble en revanche être moins pris en compte. Bertold Brecht avait, dès les premières années suivant l'apparition la radio, réalisé quel potentiel avait ce médium:

«La radio pourrait être le moyen de communication le plus formidable de la vie publique si elle savait seulement faire parler les auditeurs en plus de les faire écouter, si elle pouvait ne pas les isoler mais les mettre en relation les uns avec les autres.» écrivait Brecht en 1930.

Le Mahatma Gandhi l'avait également compris. L'apôtre légendaire de la non-violence avait d'ailleurs un passé méconnu de journaliste et d'éditeur. Il a su mettre ses expériences dans ce domaine au service du combat pacifique pour l'indépendance de l'Inde. La Marche du Sel, dont les destinataires étaient à Londres et non sur les côtes de l'Océan Indien, était une mise en scène médiatique des plus professionnelles.

Les médias sont aussi qualifiés de quatrième pouvoir dans le système démocratique. Des médias libres et indépendants peuvent garantir la transparence des processus politiques. Ils permettent la «bonne gouvernance» s'ils favorisent l'«Accountability», le fait de devoir rendre des comptes. Les médias peuvent également jouer un rôle particulièrement décisif dans les démocraties défaillantes et servir de levier à l'application des revendications de la société civile. En effet, les affaires douteuses se gardent souvent d'être exposées au grand jour.

Que signifie exactement ce concept de médias «libres et indépendants»? Li-

bres et indépendants de quoi? Afin de remplir leur fonction de contrôle au sein du système démocratique, ils doivent être indépendants des groupes d'intérêts et des pouvoirs publics. La pression de ce côté est souvent très forte, comme le montre l'exemple allemand. Dans l'Allemagne de l'Ouest de l'Après Guerre, les puissances alliées mirent le contrôle de l'audiovisuel entre les mains de la société civile et les groupes d'intérêts ont désormais leurs représentants dans les conseils de supervision audiovisuelle qui contrôlent toujours le service public. Les journalistes des chaînes et émetteurs publics ont la sécurité de l'emploi et sont généreusement rémunérés mais cela met au jour un facteur d'influence des plus décisifs: les facteurs économiques. Dans la presse écrite, traditionnellement financée par la publicité, on a su clairement séparer la rédaction des enjeux économiques et l'indépendance de la rédaction est souvent explicitement protégée par des statuts. Les journalistes doivent être libres de toute contrainte économique. Le Mahatma Gandhi allait jusqu'à dire qu'on ne devrait pas pouvoir gagner sa vie en étant journaliste.

Le contrôle social est un facteur d'influence souvent sous-estimé. Afin d'éviter trop de réglementations légales dans la profession, les fédérations ont élaboré des directives et des normes journalistiques dont ils surveillent eux-mêmes l'application. Les journalistes ont une responsabilité qui s'oriente à certaines valeurs; l'une de ces valeurs est le respect des Droits de l'Homme – même si ce concept illustre précisément le fait que des valeurs puissent varier d'une culture à l'autre. Dans les cultures islamiques, au Tchad, au Niger et au Mali, pays auxquels nous avons à faire ici, les droits de l'Homme sont souvent perçus comme un concept purement occidental.



La radio aux couleurs de la vie – cela donne de l'espoir!

Le travail du journaliste est produit au sein un réseau d'influences sociales et économiques et les journalistes évoluent dans un contexte de normes culturelles et sociales. La littérature spécialisée fait la différence entre l'importance des acteurs et celle d'un système précis, cependant ces deux aspects sont décisifs pour la création journalistique.

La couverture médiatique impactant les conflits requiert certaines structures qui puissent garantir l'indépendan-

ce rédactionnelle. Cela peut se faire grâce à des statuts de rédaction mais les acteurs de la société civile peuvent également créer leur propre structures de communication. Le quotidien berlinois Tageszeitung, organisé en société coopérative, en est un exemple, ainsi que la fondation suisse Hirondelle ou l'organisation Search for Common Ground.

Toutefois, l'existence d'un espace libre et de responsabilités individuels est aussi possible au sein d'un contex-

te structurel défavorable. C'est pourquoi le journaliste et la question de l'utilisation de cet espace individuel au service d'une information qui sensibilise aux conflits sont au premier plan des trainings de journalisme de paix proposés par EIRENE. A cela s'ajoutent des compétences dans le domaine de la gestion constructive de conflits et une conception de la profession qui intègre et reconnaît les valeurs et les responsabilités du journaliste. Le journalisme impactant les conflits n'est en aucun cas un refus de la dispute. Au contraire, un bon journaliste se doit d'être agressif. Il se doit de dépasser les bornes, ou du moins de voir plus loin et d'explorer des choses nouvelles, à condition qu'il le fasse sans recourir à la violence.

Le changement et les bouleversements nécessitent souvent le dépassement de résistances et les conflits qui en résultent libèrent des énergies considérables. De même, les processus de paix peuvent passer par des phases qui paraissent tout sauf paisibles. Les journalistes de paix disposent de connaissances issues de la gestion de conflit et sont entraînés de manière à ne pas rendre plus grave ce qui l'est déjà suffisamment. Au contraire, ils interviennent de façon constructive dans les conflits en phase d'embrasement. Un journaliste de paix peut tout à fait analyser un conflit comme un journaliste économique analyserait les cours de la bourse. Les connaissances dans ce domaines existent. Elles

Hommes de médias – Médiateurs

Les médias peuvent volontairement servir de canal de communication entre les parties d'un conflit: Un exemple: ce matin, un modérateur spécialement qualifié est au micro d'une radio très écoutée à Durban, en Afrique du Sud. Il a une formation de médiateur et parle de la «Guerre des taxis». Des combats entre des compagnies de taxis font de nombreuses victimes en Afrique du Sud. Avec un peu de chance des chameilleurs vont appeler. C'est du moins ce qu'il leur demande de faire pendant qu'il décrit la situation. Et pour cause: un chauffeur appelle et se plaint amèrement de la concurrence. Peu après, un chauffeur d'une autre compagnie est à l'appareil et présente sa vision des choses. Le modérateur cherche des points communs et essaie d'aborder certaines vues stéréotypées et autres idées arrêtées. Sa modération ne se limite pas au problème et à ses conséquences violentes mais évoque avant tout les possibilités de solutions communes. Chaque parti est ainsi incité à réfléchir, ce qui peut aider à gérer le conflit de manière non violente.

Dans une culture comme la notre, marquée par la violence, la couverture médiatique d'un conflit, afin d'en réduire la violence, requiert certaines compétences, notamment en matière de technique d'interview, de recherche ou de modération. Contrairement à un usage répandu, il ne s'agit pas dans ce contexte de dramatiser les conflits et de réduire leurs effets à une présentation de quotas. Il faut par exemple concentrer les pour-parlers non sur les problèmes mais sur les solutions. Ces éléments issus de la médiation de conflit peuvent être acquis par des journalistes sous forme de qualification supplémentaire.

Travail médiatique impactant les conflits



ont été développées au cours des dernières décennies sur la base des acquis de l'étude de conflits et ont déjà été mises en pratique à diverses occasions. Une culture marquée par la violence nécessite une approche des conflits constructive, il faut apprendre à se disputer de manière constructive. Pour qu'une paix soit durable, les processus mis en place pour y parvenir doivent impérativement être non violents. Celui qui veut la paix doit l'obtenir par le biais de moyens pacifiques. Les médias peuvent y contribuer de façon significative. Les professionnels de la paix sont de plus en plus qualifiés, il en va de même dans les médias.

Comment encourager une information qui sensibilise aux conflits?

Il faut identifier les compétences nécessaires et les critères d'une pratique journalistique encourageant la paix. Ces critères peuvent être déduits d'un modèle dans lequel Johan Galtung oppose des aspects du travail journalistique encourageant la violence à ceux qui favorisent la paix. Les compétences à encourager sont les suivantes:

- Transmission des connaissances élémentaires d'une approche constructive des conflits (analyse de conflit,

gestion de conflit, capacités communicatives),

- Maîtrise des formes de présentation journalistiques et conscience de leur importance dans un contexte conflictuel
- Créativité
- Protection personnelle (technique et plus particulièrement sociale).

Dans le cadre du programme, les journalistes sont sensibilisé(e)s aux questions de la gestion de conflit ainsi qu'à la dimension éthique et à la responsabilité sociale de leur profession. Le paysage médiatique des états d'Afrique de l'Ouest, tels que le Tchad, est marqué par une diffusion limitée d'imprimés (analphabétisme, manque de réseaux de diffusion) et une faible diffusion de la télévision (raisons économiques, faible portée des émetteurs terrestres; seules les chaînes des sociétés modernes de consommation sont accessibles par satellite). D'autant plus grande est l'importance de la radio, média largement accessible et qui de plus s'inscrit dans la lignée des formes de communication orales traditionnelles.

L'offre de programmes radio sur le continent africain s'est métamorphosée au cours des dix dernières années. Si les émetteurs nationaux et internationaux, qui émettent en ondes lon-

gues et moyennes, ont longtemps dominé, ils ont désormais tendance à être rattrapés voir même remplacés par des émetteurs FM, qui permettent une meilleure réception avec des appareils plus simples. Du fait de leur faible portée, leurs auditeurs se concentrent dans les nœuds urbains, surtout si ces émetteurs sont à but lucratif. En marge de cela, une multitude de radio rurales ou de radio associatives se sont établies dans les pays ouest-africains (entre autres Niger et Mali). Équipés des moyens les plus simples, ils offrent des programmes informatifs et éducatifs. Ils jouent dans certaines régions un rôle important dans l'essor de la société civile et du discours démocratique. On trouve aussi un type de radios dites «radio de la haine», qui exacerbent les ressentiments et contribuent à l'aggravation des tensions. L'expérience a montré que savoir à quelle catégorie attribuer les différents émetteurs ne relève pas uniquement d'une question de responsables mais souvent d'une question de compétence journalistique.

Une série B contre la guerre!

Il existe parallèlement aux aspects journalistiques un large éventail de formes non journalistiques d'utilisation des médias à des fins de prévention de la violence qui pourraient contribuer à une gestion constructive des conflits. L'ONG américaine Search for Common Ground utilise en particulier des médias tels que des séries télévisées, des émissions de radio ou des vidéoclips afin d'intervenir dans des conflits déjà entamés. En effet, les séries de début de soirée ne doivent pas obligatoirement reproduire et renforcer des clichés dominants: En Macédoine, la série pour jeunes «Nashe malo» a fortement poussé jeunes et adolescents à repenser leur relation avec les jeunes issus de groupes ethniques différents et a ainsi pu contribuer à réduire les tensions. Les clips vidéo ou de radio, notamment s'ils incluent des protagonistes célèbres, peuvent également avoir un effet dé-escalatoire et ouvrir des voies de réconciliation. ■



Une «photo de famille» fait partie de chaque séminaire – pour que le souvenir demeure – Moundou, 2000

Le journalisme qui encourage la paix contre le journalisme qui appelle à la violence

1. Visant la paix/ la confrontation	1. Visant la guerre/ la violence
Analyse les causes du conflits, ses objectifs et ses conséquences, orientation vers une solution gagnant- gagnant	Se concentre sur les manifestations du conflit, la polémique et la victoire. Bilan nul
Temps, espace, causes et conséquences vus à échelle plus large, prise en compte du contexte culturel et historique	Point de vue restreint, causes et conséquences sont réduites à la manifestation actuelle du conflit: „Qui a lancé la première pierre?“
Rend les conflits plus transparents	Rend la guerre incompréhensible et confidentielle.
Laisse la parole à l'autre, compréhension et tolérance	Nous/ les autres, propagande, seule „notre“ parole compte.
Présente le conflit/ la guerre comme un problème, cherche des solutions	Présente l'autre comme un problème, se concentre sur les succès de guerre.
Ne touche pas à l'intégrité de l'autre, peu importe les armes qu'il emploie.	Bestialise l'autre, peu importe les armes qu'il emploie.
Pro- actif, prévention avant la montée du conflit	Réactif: couverture médiatique uniquement après l'apparition de violences.
Se concentrent sur les suites invisibles du conflit (traumatisme et fanatisme, destruction des structures)	Se concentrent sur les conséquences visibles du conflits (nombre de victimes, pertes matérielles)
2. Vérité	2. Propagande
Présente les mensonges de chaque parti	Ne présente que les mensonges de l'adversaire
Lève le voile sur les mensonges de tous	Ne lève le voile que sur les mensonge de l'adversaire
3. S'adresse à la population	3. S'adresse aux élites
Montre la souffrance générale; femmes, enfants, donne la parole à ceux qui ne l'ont pas	Ne montre que „notre“ souffrance, est la voix des hommes aptes de l'élite
Nomme tous les malfaiteurs	Nomme les malfaiteurs parmi les autres.
Met l'accent sur les acteurs pacifiants au sein de la population	Met l'accent sur les faiseurs de paix au sein de l'élite
4. Visant une solution	4. Visant la victoire
Paix = fin des violences, créativité	Paix = victoire et cessez-le-feu
Pointe sur des initiatives de paix afin d'écourter la guerre	Tait toute initiative de paix tant que la victoire n'est pas en vue
Se concentre sur les structures et la culture- sur une société pacifique.	Se concentre sur les accords, les institutions- sur une société de contrôle.
Travail a posteriori: Solutions, reconstruction, réconciliation	Travail a posteriori: repartir en guerre dès les premiers signes alarmants

Johan Galtung, low road – high road

Dans Track two, Écrits trimestriels du „Centre for conflict resolution and the media peace centre“, c/o UCT, Private Bag, 7701 Rondebosch, Afrique du sud, traduction: Geoffrey Vasseur



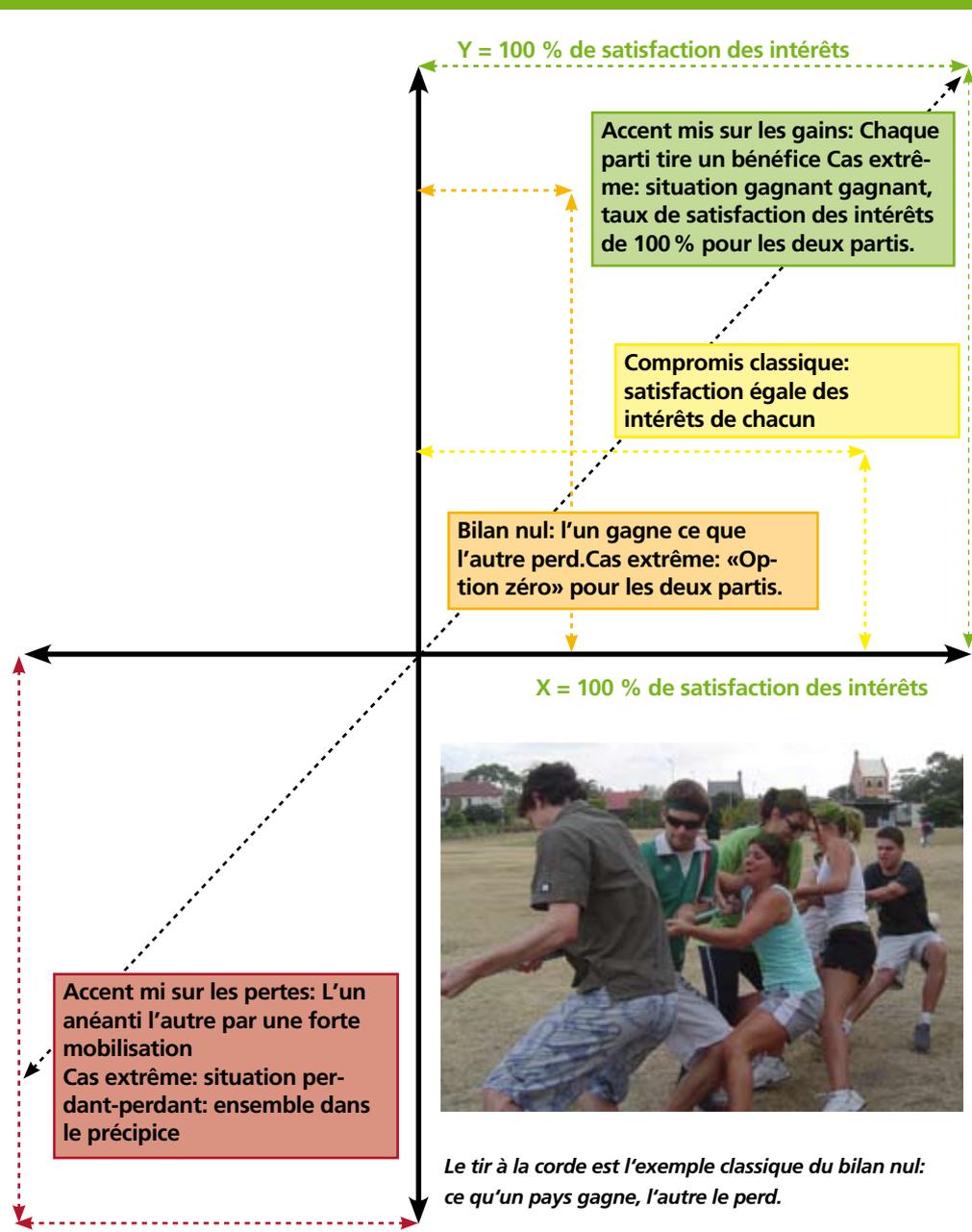
Quand deux personnes se disputent...

Il était une fois deux frère et sœur, Julia et Sven. Un beau jour ils se croisent dans la cuisine de leur maison quand Sven prend la dernière orange sur le plateau de fruits. Julia le voit faire et

s'exclame: „Attends, j'ai besoin de cette orange!". „Tu parles! C'est mon orange maintenant". „Mais maman l'a achetée exprès pour moi!" répond Julia. „Cause toujours, je me prends

l'orange". „C'est ce qu'on va voir" dit Julia et tente de prendre l'orange à Sven. „Tu veux te disputer?" demande Sven, „c'est quand tu veux". Et la chamaille commence. Sven garde l'orange bien en main et Julia essaie de la récupérer. Tout cela n'est pas bon du tout pour l'orange dont le jus goutte déjà sur le sol.

Matrice de gestion de conflit



...une troisième peut les aider!

C'est là que leur mère arrive. Elles sépare les belliqueux et met l'orange, qui a déjà bien souffert, en sécurité. Elle demande ensuite à Sven et Julia, l'un après l'autre, ce qu'ils voulaient faire avec cette orange. Sven dit qu'il voulait en faire un jus. Julia veut faire un gâteau et aurait besoin de la pelure. Une fois la situation clarifiée, Sven presse son jus et donne la pulpe ainsi que la pelure à sa sœur. Leurs besoins respectifs sont entièrement satisfaits.

Évaluation: On a pu aboutir à une situation classique gagnant-gagnant. Grâce à l'intervention d'une instance neutre, on a pu évoluer d'une probable défaite des deux côtés (Sven aurait sans doute préféré jeter l'orange par la fenêtre plutôt que de la laisser à sa sœur, Julia aurait fini par l'écraser et par répandre tout le jus par terre) à une situation dans laquelle tous deux sont satisfaits.

Modèle d'escalade des conflits selon Glasl

L'objectif de ce qu'on appelle souvent la prévention de conflit n'est pas d'empêcher les conflits, mais d'en éviter l'escalade violente. Les conflits sont des éléments essentiels de la vie sociale. Menés de manière constructive, ils peuvent être porteurs d'évolutions bénéfiques, à la seule condition qu'il n'y ait pas recours à la violence physique. Friedrich Glasl, expert en communication, a identifié neuf étapes d'escalade dans un conflit. C'est à partir de la troisième étape au plus tard, une fois que le dialogue est rompu, que les médias peuvent jouer un rôle décisif dans le ralentissement de l'escalade.



1. Durcissement

Les opinions se durcissent et deviennent des positions. Apparition de perceptions erronées de l'autre, les rôles se figent dans une situation de conflit. Néanmoins les deux partis pensent que les malentendus peuvent être clarifiés par voie argumentative.



2. Polémique, Débats:

Il reste des objectifs communs mais les intérêts de chacun commencent à entrer en collision. On redoute de possibles conséquences néfastes d'une déviation de la position initiale. Chacun essaie de s'affirmer face à l'autre. Des comportements frontaux qui n'ont déjà plus rien à voir avec le problème initial. Il y a toujours un intérêt à maintenir la relation, mais les gestes tactiques se multiplient.



3. De la parole aux actes:

Le propre point de vue n'est plus remis en question, c'est l'autre qui doit être convaincu, on lui ôte le droit de répliquer. Les pour-parlers sont abandonnés. Des actes doivent dissuader et provoquent par là même des réactions opposées.



4. Images et coalitions:

Les actes de défiance se multiplient, il s'agit désormais de victoire ou de défaite, il faut assurer sa propre survie. On répand une image négative et généralisée de l'ennemi que même l'expérience passée ne peut rectifier. Les agissements respectifs ne font que confirmer cette image.



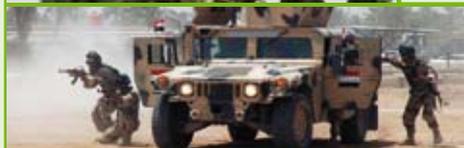
5. Perte de dignité:

On essaie de décrédibiliser l'autre face à l'opinion publique afin d'affirmer sa propre existence. Le contact direct est hors de question, dégoût et répugnance face à l'ennemi.



6. Stratégies de menace:

Les partis du conflit empêchent à l'autre toute possibilité de retrait; logiques et actes de violence se multiplient. Le comportement de l'adversaire est perçu comme agressif et le propre comportement est vu comme une réaction logique. Les actes irrationnels se multiplient, il s'agit d'avoir le parti opposé et l'ensemble de la situation sous contrôle absolu.



7. Coups destructifs ponctuels:

L'ennemi doit être affaibli par des coups destructifs, il faut garantir sa propre survie face à ses attaques. Chacun s'attend au pire, il faut empêcher l'autre de nuire. Il faut imposer ses propres objectifs, quel qu'en soit le prix.



8. Destruction:

Les attaques destructives visent désormais les structures vitales de l'adversaire qui doit être isolé de ses alliés. Montée subite du niveau d'agression, l'objectif est d'affaiblir au plus l'ennemi tout en évitant de mettre sa propre survie en danger.



9. Chute conjointe dans le précipice:

Tous les moyens disponibles sont utilisés. Chacun accepte sa propre destruction comme étant le prix à payer pour la destruction de l'autre. L'objectif impératif est l'anéantissement total de l'adversaire.



Sept thèses sur le journalisme de paix

PECOJON – The Peace and Conflict Journalism Network, PECOJON-Papers, 12/2006
[Nadine Bilke]

Le journalisme de paix est un journalisme responsable.

Les journalistes ont une responsabilité vis à vis des gens dont et pour lesquels ils parlent. La recherche journalistique et la couverture médiatique d'un conflit sont une intervention qui peut faire varier les positions et le cours des choses. Le journalisme de paix assume cette responsabilité. Il remet en ques-

tion le rôle du journaliste au sein d'un conflit et de la société.

Le journalisme de paix doit avoir un impact sur les conflits.

Le journalisme doit avoir une approche de base emphatique afin de pouvoir comprendre et assimiler les différents points de vue des personnes concernées. Pour une analyse précise, le journalisme de paix requiert un savoir théorique dans le domaine des conflits, il doit disposer de connaissances fondées à la fois du conflit en

question et des bases théoriques de l'étude de conflit. Seul ceux qui sont familiers des stratégies de gestion et des possibles issues d'une crise sont en mesure d'en juger, d'en comprendre et d'en analyser correctement les négociations.

Le journalisme de paix doit être indépendant.

Le journalisme ne peut être partial ni vénal, sans quoi les journalistes perdraient leur crédibilité. Être attentif à toutes les voix, à toutes les prises de positions, telle est la tâche essentielle. Si le débat public se concentre sur un

Le journalisme de paix doit être transparent.

Les journalistes ne sont pas des robots de nature neutre et impartiale. Leurs valeurs, leur point de vue subjectif et les conditions dans lesquelles ils produisent influencent leur travail. La mise au jour de ces influences est un gage de transparence pour le public alors en mesure de se faire un avis sur les informations, les articles et les points de vue diffusés.

Le journalisme de paix est un journalisme de qualité.

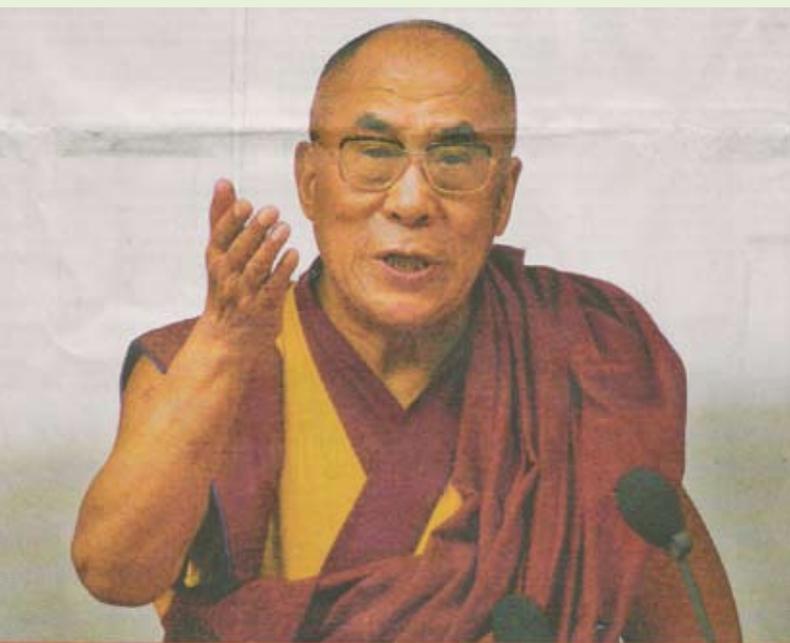
Acuité, transparence et responsabilité: le journalisme de paix respecte ainsi les règles de la profession. Il a une attitude professionnelle de médiation et prend au sérieux la tâche de créer les conditions propices à la formation d'une opinion dans les sociétés démocratiques.

Le journalisme de paix requiert certaines conditions préalables.

Le concurrence et la commercialisation mettent les journalistes sous pression. Afin de pouvoir travailler indépendamment des partis d'un conflit, afin d'avoir suffisamment de temps et d'espace pour une recherche détaillée et une présentation diversifiée, ils ont besoin d'être couverts par leur entreprise, leur rédaction et leurs lecteurs.

Le journalisme de paix reste un défi.

Mais même si les conditions de travail ne sont pas toujours optimales, les journalistes ont une certaine marge de manœuvre: ce sont les journalistes qui décident s'il faut donner la parole à un Hardliner ou une à une voix réconciliatrice, s'il faut publier un rapport proposant une solution non violente ou présenter la guerre comme un scénario inévitable.



**We all want peace.
But not in the studio.**

To bring about peace you have to be a fighter. Zeinab Badawi delivers the most searching questions to leading Nobel Peace Laureates His Holiness the Dalai Lama (pictured), and the Prime Minister of East Timor, Jose Ramos Horta.

Peacemakers they may be, but she won't be going soft.

HARDtalk special. Part of Peacemakers Season. Only on BBC World.

HARDtalk
Mon 25 Sep - Thu 28 Sep 12:30, 18:30, 22:30 (UAE time)

bbcworld.com

**BBC
WORLD**
Putting News First.

Cette publicité pour la série «Hard Talk» de la BBC est parue dans le journal «Die Zeit» le 14/09/06.

seul parti ou sur une simple solution militaire, le journaliste se doit de formuler des alternatives non violentes.



Le Tchad: un pays de conflits et de violences

Un point de contrôle dans le Sud du Tchad profond, les gendarmes font signe et laissent rapidement passer le véhicule tout-terrain qui s'était approché en hâte. Les soldats hagards à l'arrière ont des uniformes dépenaillés, leur armes pendent sur les bords du pick-up. Seuls les initiés peuvent dire s'il s'agit de forces de sécurité régulières ou de rebelles. Le reste des voyageurs reprend son souffle une fois que les combattants continuent leur route. C'étaient apparemment des „forces de sécurité“ régulières.

Amassés dans un minibus, nous attendons à notre tour patiemment l'autorisation de passer. Nous sommes pressés, à N'djaména, des rebelles armés attaquent déjà le palais présidentiel. Par chance, les combats ont lieu 600 kilomètres plus loin derrière nous. „Tout ça pour l'argent du pétrole“ se plaint une voyageuse. Sa famille l'a envoyée vers le sud avec son enfant. Ici c'est encore calme.

Mais les voyageurs se font du souci. Des combats sanglants tels que dans la capitale Ndjaména (les 2 et 3 février 2008) pourraient aussi éclater ici. La main mise absolue du pouvoir se ressent particulièrement dans le Sud du pays. Et pour cause, cette région qui abrite les rares richesses de ce pays très pauvre est appelée le «Tchad utile». Jusqu'alors on avait du coton et du bétail. Depuis peu on y extrait aussi du pétrole. D'ici à 2015, les Etats-Unis veulent faire parvenir 25% de leurs importations de pétrole de cette région. Les producteurs agricoles traditionnels doivent désormais se partager ces espaces réduits avec des oléoducs et des derricks, ce qui s'avère compliqué.

D'autant plus que la culture du coton et l'élevage ne font pas très bon ménage, un autre aspect des problèmes de répartition des pouvoirs dans

le pays. Les petits producteurs de coton, à l'image de l'ensemble de la population rurale, sont largement privés de droits, alors que les éleveurs et propriétaires de bétail sont souvent issus des clans et des puissantes familles du Nord. «C'était un ordre du colonel» clament souvent les bergers quand un troupeau a traversé un champ de coton en dehors des périodes appropriées et détruit une récolte. Avec une telle protection les plaintes et les poursuites auprès des autorités sont souvent perdues d'avance. Finis les temps de la symbiose où les bœufs se nourrissaient dans les champs récoltés et les fertilisaient pour les prochaines semences. «Dans le bon vieux

temps, les fermiers et les éleveurs échangeaient du lait contre des légumes, aujourd'hui il y a trop de bétail et plus assez de champs» explique le doyen d'un village. Les altercations entre des éleveurs nomades et des cultivateurs sédentaires font souvent des blessés, voire même des morts.

Ces relations ont toujours été conflictuelles et il y a toujours eu concurrence face aux ressources manquantes telles que les pâtures et plus particulièrement l'eau, mais la coexistence de ces groupes a été profondément perturbée au cours des dernières décennies. La désertification du Sahel, la forte production agricole destinée à l'export



Le travail de bergère est difficile – mais au moins, au Tchad, ce n'est pas un domaine réservé aux hommes.



(coton), l'exploitation du pétrole et les tensions politiques ont aggravé les conflits liés à la répartition des ressources. Les cultivateurs ne voient pas les représentants des collectivités comme des instances neutres qui pourraient régler ces conflits. En effet, nombre de fonctionnaires et de militaires sont propriétaires de bétail et ont, de fait, parti pris. Par ailleurs le pays a été littéralement submergé d'armes à feu. Des forces de sécurité, publiques comme privées, font usage de ces armes afin d'imposer leur intérêts face à la population civile, créant ainsi un climat de violence permanent.

Le projet MEC

MEC – Médiation entre Éleveurs et Cultivateurs

L'objectif du projet est le règlement constructif des conflits entre cultivateurs sédentaires et éleveurs nomades. Ils rivalisent souvent face aux faibles ressources en eau et en surface de pâtures. Cela mène souvent à des altercations violentes. Le projet soutient la création de comités d'entente, composés à part égales de représentants des éleveurs et des cultivateurs, et qui se réunissent quand des problèmes se manifestent.

Le problème va être alors discuté et, si possible, résolu. La solution est mise sur papier et signée par les partis du conflit. Si l'on ne parvient pas à résoudre le problème, le cas est transmis aux autorités locales puis, en cas d'échec, à la justice. L'expérience a montré que la plupart des cas peuvent être réglés à l'échelle des comités.

Le programme MEC est mené par EIRENE en coopération avec l'Association des Chefs Traditionnels du Tchad (ACTT), l'Association de Médiation Entre les Cultivateurs et les Éleveurs (AMECET). C'est un projet du Service Civil pour la Paix (voir encadré).

C'est là qu'intervient le programme MEC (voir encadré). L'objectif du projet est un règlement constructif de ces conflits répétitifs. Pour se faire, des comités d'ententes composés de représentants d'éleveurs et de cultivateurs, de chefs traditionnels et d'employés des administrations locales ont été créés dans certaines régions du Tchad. La création d'un réseau de comités d'entente qui puissent assurer la médiation en cas de conflits figurait jusqu'alors au centre du projet. Les membres de ces comités, ainsi que d'autres acteurs, ont été initiés sur place aux méthodes de la gestion de conflits. Ils sont ainsi incités à chercher des solutions et des mécanismes appropriés à l'application de ces méthodes. Une première évaluation a révélé que le concept des comités d'entente a porté ses fruits. On a effectivement pu observer une amélioration

significative de la situation là où des comités ont été mis en place, même si les violences n'ont pas toujours pu être évitées.

Le programme est accompagné d'un volet de formation et d'un travail de lobby auprès des acteurs politiques. Des émissions régulières de radios régionales en langues locales viennent soutenir la démarche de MEC. Des projets de développement qui peuvent aider à réduire les tensions sont subventionnés parallèlement. Il s'agit par exemple de mesures agricoles telles que l'assainissement des points d'eau, le clôturage des surfaces cultivées, la construction de puits etc... Des mesures de court terme visant la qualification de journalistes de radio locales sont également prévus par le programme, ainsi que le soutien financier de radios partenaires choisies. ■

Le Service Civil pour la Paix – Qu'est-ce que c'est?

Le Service Civil pour la Paix est un service volontaire pour toute personne disposant d'une forte expérience humaine et professionnelle. Selon la volonté de partenaires locaux, ces personnes peuvent aider par leur soutien et leur médiation à réduire les tensions et à établir des structures qui favoriseront une paix durable. Pour se faire, ces employés qualifiés travaillent pour une période limitée auprès d'une organisation locale ou mènent des formations et des séminaires de multiplicateurs dans les régions concernées. Le Service Civil Pour la Paix est un effort conjoint d'organisations gouvernementales et non gouvernementales afin d'éviter les violences et de faciliter la compréhension mutuelle. L'objectif principal du SCPP est le soutien d'organisations locales qui tentent d'éviter l'escalade de conflits armés dans des régions de crise (prévention de conflit), qui contribuent à renforcer le règlement pacifique de conflits (réduction de la violence), qui contribuent à maintenir une paix durable par la création de structures appropriées en phase post-conflictuelle (suivi post-conflictuel).

Rétablir les formes traditionnelles de médiation

- Formation en gestion non violente de conflits
- Création d'institutions de règlement de conflits
- soutien logistique, conseil et «bons services»
- réintégration de réfugiés
- Préparation à la réconciliation en favorisant l'acquisition d'expériences communes.
- Soutien de projets de reconversion et d'organismes de la société civile.

Les projets du Service Civil pour la Paix sont menés par les organismes membres du KonsortiumZFD dans plus de 40 pays. Pour plus d'informations sur le Service Civil de Paix, voir: www.eirene.org, www.forumZFD.de, www.ziviler-friedensdienst.org

Le dialogue permet de résoudre les problèmes

Interview avec Madjioudou Laoundam Laoumaï, coordinateur du programme MEC au Tchad.

Quel rôle joue la radio dans le programme MEC?

Nous sommes un pays de tradition orale dans lequel le pourcentage d'alphabétisation est assez bas, à plus de 70 % dans les milieux ruraux. La radio est un moyen de communication de masse qui est très écouté par les populations. Les populations rurales trouvent même dans la radio une certaine magie et sont captées par cela, ils aiment bien écouter. Et nous avons choisi ce moyen-là pour permettre une sensibilisation de masse des populations rurales qui sont impliquées dans le conflit éleveurs/cultivateurs.

Comment utilisez-vous la radio concrètement?

Nous avons un accord de coopération avec des radios qui leur permet de réaliser des magazines en français ainsi que dans les langues qu'on parle chez les cultivateurs et les éleveurs. Il s'agit de magazines, de micro-programmes de sensibilisation, de pièces de théâtre pour que les gens soient mieux pénétrés par notre philosophie d'action et qu'ils adhèrent à cette philosophie d'action. Ce n'est pas nous qui réalisons tout, Mais nous donnons les possibilités aux producteurs de ces radios d'aller vers les acteurs impliqués dans les conflits entre éleveurs et cultivateurs et de collecter les éléments qui leur permettent de faire connaître les différents aspects du problème, les causes et les conséquences du conflit en nous basant sur les acteurs eux même. Donc voilà un peu comment nous travaillons avec ces radios là. Il arrive aussi que nous sortions avec ces radios sur le terrain lors de nos activités de manière à ce

que la collecte des éléments d'information leur permette de sensibiliser encore mieux les populations. Mais il y a une chose qui nous préconisons aussi: puisque que ces radios sont des radios locales, nous faisons en sorte qu'il y ait un échange des émissions entre elle, de ces émissions relatives au conflit éleveurs cultivateurs. Parce que il y a des spécificités selon les régions d'accord, mais c'est pour que les gens voient comment les gens font pour régler ces questions ailleurs, comment ils les perçoivent et ainsi de suite. Donc nous permettons et encourageons vivement un échange des émissions entre ces radios là.

Est-ce que les producteurs saisissent ces possibilités ou est-ce qu'ils sont hésitants?

Les producteurs sont très enthousiastes. Ils trouvent que c'est un travail passionnant. Le seul regret que je peux formuler est que les moyens

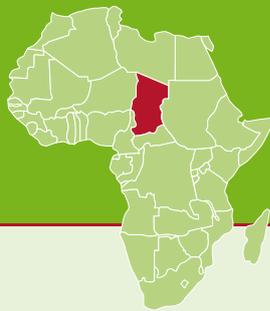
de se rendre en reportage et même les moyens de production leur manquent énormément. Le petit appui financier que nous leur apportons vraiment ne règle pas le problème. Néanmoins, leur enthousiasme comble certaines de ces lacunes. Parfois aussi ils ont des problèmes avec les responsables administratifs et militaires locaux. Dans ce genre de conflits, il y a des gens qui dénoncent certains agissements de certains responsables administratifs, sécurité et autres. Cela crée aussi des problèmes aux producteurs des radios partenaires. Il y en a qui ont été amenés devant la juridiction pour ce qu'ils ont dit dans le cadre des ces émissions. Heureusement que leur est très limité car ce sont des procès qui traînent longtemps.

Est-ce que des réactions d'auditeurs arrivent à votre niveau?

A notre niveau non. Mais dans les évaluations que nous faisons avec



Les collaborateurs d'EIRENE Madjioudou Laoundam Laoumaï, Brigitte Topionadji et Martin Zint lors de l'ouverture d'un séminaire pour journalistes à N'Djamena en 2005.



Les tables rondes sont des éléments essentiels des séminaires sur la gestion des conflits.

les radios partenaires, nous encourageons le feedback, qui permet de savoir comment les populations réagissent. En fait, les populations n'ont que très peu de moyens de réagir. Mais il y a des radios qui reçoivent des écrits et des demandes de rediffusion de telle et telle émission qui nous sont relaté par les radios partenaires. Cela dit, leurs nombre n'est pas suffisant et nous avons suggéré aux radios partenaires de susciter plus de réaction de la part de la population. Malheureusement là aussi les populations ont un peu peur de parler ouvertement de leurs problèmes devant les autorités. Ils hésitent, c'est une question de culture.

Vous avez quand même l'impression d'être écouté, soit des éleveurs, soit des cultivateurs?

Oui, surtout dans les émissions faites dans les langues comprises par les auditeurs. Malheureusement l'audimètre ne nous permet de pas savoir quels sont ceux combien écoutent et combien n'écoutent pas ni quelle est la population qui écoute réellement. Comme c'est un problème qui concerne ces populations – là et dont la résolution leur tien à cœur, nous suppo-

sons que beaucoup de gens écoutent ces émissions. Malheureusement c'est la peur de réagir ou le manque de moyens de réagir qui leur fait défaut et nous ne pouvons donc pas mesurer l'ampleur de l'écoute de ces émissions là.

Vous pouvez peut-être citer un exemple concret dans la radio a joué un rôle constructif dans un conflit?

Oui, c'est surtout dans la région de Moïssala. Radio Brakoss a assez souvent des émissions ou on va interviewer les populations. Il semble que dans un village cohabité par des éleveurs et des cultivateurs il y ait eu des problèmes dont cette ra-

dio a fait mention. Ils sont allés sur place les écouter et ils ont créé des clubs d'écoute qui permettent à ces communautés de s'échanger après avoir écouté les émissions. C'est cela qui correspond à ça que nous voulons qu'il y ait de fait un dialogue qui leur permette de résoudre le problème. Autre exemple: la radio terre nouvelle à Bongor, qui ré-émet dans une autre zone sur Pala, s'est rendue sur place pour la réalisation des émissions du programme MEC. À la fin de la collecte d'informations, ils ont organisé un match de football opposant éleveurs et cultivateurs avec des sommes peut-être pas très importantes pour vous ici en Europe mais de l'ordre de 200.000 Francs de mise, partagé entre le vainqueur et le vaincu. Et ce match a été parait-il très apprécié et par les éleveurs, et par les cultivateurs qui ont participé de bon cœur. Et tout le monde a fini par partager non seulement l'argent des deux équipes mais également le Coca-Cola. Ces sont des relations décontractées et ça contribue énormément au rapprochement de ces deux communautés qui avaient une perception hostile l'une de l'autre et qui s'évitaient même avant.

Comment mettre plus en valeurs encore les atouts de la radio dans votre projet?

Il y a nécessité de recyclage des producteurs de ces radios. Beaucoup sont formés dans le cadre du programme MEC, mais beaucoup sont aussi partis à cause des conditions sociales qu'offrent ces radios là. Et il y a des jeunes producteurs qui arrivent, qui ont de l'enthousiasme, c'est vrai, mais qui manquent de formation. Et je crois qu'il leur faut de la formation. Un autre volet, un volet très lourd, est celui de l'équipement. L'équipement est très important pour ces radios-là. C'est pour la production pas pour la diffusion, ce n'est pas notre occupation. Des appareils qu'on peut acheter bon marché ici en Europe, font défaut à ces radio là ou sont en trop petit nombre pour le besoin d'exploitation de ces radios.



Évaluation du travail auprès de stations de radio dans le cadre du programme MEC

Les coordinateurs du programme MEC d'EIRENE ont signé des contrats de partenariat avec 8 stations de radio locales privées au cours des années 2005 et 2006 avec pour objectif un soutien financier des émetteurs. L'argent devait servir à étendre les capacités de production d'émissions qui soutenaient les objectifs du programme MEC. Il s'agissait tout particulièrement de favoriser la prise de conscience dans le domaine de la gestion constructive des conflits opposant les éleveurs aux cultivateurs. La condition était la production d'une douzaine de reportages dans la langue respective de la zone de réception et la diffusion de spots et d'autres formes de publicité soulignant les objectifs de MEC. Ces tâches ont été fixées dans un cahier des charges comportant les points suivants :

- Coopération avec le programme MEC et ses structures régionales avec pour objectif de réduire les conflits entre les cultivateurs et les éleveurs.
- Favoriser un échange au sein des radios partenaires du programme qui aille au delà du financement commun et ayant pour objectif la création d'une banque de données commune des émissions.
- Faire participer le plus d'employés possible à des formations dans les domaines de la gestion et de la prévention de conflits
- Participer à la production de supports audiovisuels.
- Inciter l'État à fournir les conditions nécessaires à une coexistence paisible entre cultivateurs et éleveurs
- Convaincre les meneurs d'opinion (chefs de partis, chefs religieux ou traditionnels) des méthodes constructives de la gestion de conflits.
- Faire mieux connaître le cadre légal existant sur le sujet



En Afrique de l'Ouest, un transparent fait partie de tout séminaire qui se respecte.

Afin d'évaluer les résultats de cette coopération, deux représentants de chaque radio partenaires et les représentants des organisations régionales ont été invités à un séminaire d'éva-

luation en novembre 2007. En tout, 29 personnes eurent l'occasion de présenter et de soumettre à débat leur activité au sein du projet ainsi que d'évaluer le travail effectué entre des les in-

Tchad



Langue officielle	Français, arabe
Capitale	N'Djaména
Système politique	république présidentielle
Chef d'Etat	Idriss Déby
Chef du Gouvernement	Delwa Kassiré Koumakoye
Surface	1.284.000 km ²
Population	10.240.000 (juillet 2007)
Densité	7,6 Habitants par km ²
Indépendance	11. aout 1960

Tchad



tervenants MEC et les radios ou organisations partenaires. Dans l'ensemble, les problèmes se ressemblent pour toutes les radios, malgré certaines divergences au cas par cas. Tous les participants se plaignirent du manque de qualification des employés et du manque de moyens à tous les niveaux de

leur travail. Il manque d'abord de véhicules. Les vélos ne sont pas en nombre suffisant, sans parler des voitures. La Radio Brakoss, dont la zone d'émission a un diamètre de 70 kilomètres dispose d'un «parc de quatre vélos». L'alimentation électrique pose également problème. Le courant est le plus

gros poste budgétaire pour une station de radio. Radio Barkoss est le seul émetteur du Tchad à faire recours à l'énergie solaire pour émettre. Cela réduit les coûts mais demande un investissement conséquent. Cela limite également la capacité d'émission, car les



Séminaires sur les médias proposés par EIRENE (2002 à 2007):

An-née	Lieu	Pays	Partenaire
2002	N'Djaména	Tchad	Voix des Handicapés N'Djaména
	Moundou	Tchad	Centre Martin Luther King, Moundou
2003	N'Djaména	Tchad	Voix des Handicapés N'Djaména
	Moundou	Tchad	Centre Martin Luther King, Moundou
2005	Méhana	Niger	Promotion de la Paix et de la Décentralisation dans le Département de Téra / PADET
	N'Djaména	Tchad	Projet „Promotion de coexistence pacifique entre les éleveurs et agriculteurs“ (MEC)
	Sarh	Tchad	Projet „Promotion de coexistence pacifique entre les éleveurs et agriculteurs“ (MEC)
2007	Ségou	Mali	GENOVICO Mali

Date	Lieu	Pays	Sujet	Groupe cible	Durée (jours)	Participants	
						H	F
12.02. – 16.02. 2002	N'Djaména	Tchad	Prévention de conflit: formation de journalistes de radio locaux	Journalistes de radio	5	8	3
19.02. – 23.02. 2002	Moundou	Tchad	idem	Journalistes de radio	5	13	4
08.02. – 17.02. 2003	N'Djaména	Tchad	idem	Journalistes de radio	10	13	4
27.01. – 31.01. 2003	Moundou	Tchad	Droits de l'Homme et Médias	Militants pour les droits de l'Homme	5	14	4
29.01. – 02.02. 2005	Méhana	Niger	Bases de la gestion de conflits et de la médiation pour les journalistes	Employé(e)s de radios associatives locales	5	24	5
14.02. – 18.02. 2005	Sarh	Tschad	Gestion pacifique de conflits dans les médias (à l'exemple du conflit éleveurs/ agriculteurs)	Journalistes de tout type	5	11	0
22.02. – 26.02. 2005	N'Djaména	Tchad	idem	Journalistes de tout type	5	12	1
25.02. – 03.03. 2007	Ségou	Mali	Les médias et la prévention/ gestion de conflits	Journalistes de tout type	6	14	4
somme					46	109	25

Tous les séminaires ont eu lieu en langue française

Le Tchad en chiffres

Population

La population est composée de presque 200 groupes ethniques ayant souvent une langue ou un dialecte propre. On peut dans l'ensemble distinguer dans le pays le Nord à tendance arabo- islamique du Sud plus proche des populations d' Afrique Noire.

Les habitants du Nord sont principalement des éleveurs qui se déplacent au cours des transhumances alors que les habitants du Sud sont majoritairement cultivateurs.

9% de la population sont arabes.

Langues

Il existe plus de 100 langues et dialectes distincts. Une partie de la population parle plus d'une langue. Les langues principales sont l'arabe (arabe soudanais), langue maternelle d'au moins 26% de la population, et le français, parlé par une minorité éduquée.

65% de la population parlent des langues soudanaises, 12% des langues tchadiennes e, 6,5% des langues du Sahara (Dazaga, Zaghawa), 4% le M'oum. Le Bagirmi et le Kraish comptent ensemble 1,6%. D'autres langues sont le Maba, le Tegada, Mbum ou Kotoko.

Religion

La population est à plus de 50% musulmane, principalement sunnite de confession malékitique. 25% se réclament de religions indigènes et les 25% restants du christianisme.

Politique

L'indépendance du Tchad a été proclamée le 11 août 1960 suite à la colonisation française.



La rédaction de Radio Brakoss réalise ses émissions avec les moyens les plus simples, tout l'équipement technique se trouve sur cette table.



La production radiophonique se fait aujourd'hui sur ordinateur. Plus de cassettes ni de bandes, cela fait des économies. Pourtant, l'ordinateur ne fait pas partie de l'équipement habituel des radios au Tchad. Ils coûtent beaucoup trop cher et leur durée de vie dans la chaleur et la poussière n'est pas très longue.



Les séminaires sur la gestion des conflits donnent une grande place à l'échange et à la discussion.



panneaux solaires ne fournissent pas beaucoup plus de 100 watt et ce, sur une période de quatre heures après le coucher du soleil. Les batteries sont usées au bout de sept ans après quoi, le système ne fonctionne plus. Les radios n'ont pas les 10.000 Euro nécessaires à l'achat d'accus de haute qualité. Même la station publique «Radio Rurale», basée à Sarh, a dû interrompre ses programmes pendant plusieurs mois suite à une interruption de l'alimentation électrique. Le soutien du programme MEC ou d'EIRENE ne peut aider à résoudre ce genre de problèmes.

Il est plus simple de remédier au manque de personnel qualifié. Pour se faire, EIRENE a décidé de proposer des formations journalistiques. Le développement des compétences dans ce domaine doit contribuer à empêcher de faire de la radio un instrument attisant les conflits. Ce n'est que depuis peu qu'il existe des formations pour les journalistes au Tchad.

4 des 80 journalistes ayant assisté aux formations proposées par EIRENE étaient présents lors du séminaire d'évaluation et douze autres ont pu être identifiés au sein des radios partenaires. La plupart dans des positions de dirigeants. Un des participants est entre temps décédé. Il s'agit pour la majorité de gens nouveaux dans la profession, la fluctuation étant très grande au sein des radios tchadiennes. Avec des conditions de travail difficiles et un revenu modeste, le métier de journaliste au Tchad requiert une forte motivation. Cette motivation est souvent d'ordre idéaliste et la radio est souvent vue comme un moteur pour le développement. De fait, les journalistes deviennent vite des missionnaires, c'est aussi là un des problèmes de la profession dans le pays.

Les élèves bénéficient souvent d'une protection de haut rang dans l'armée ou l'administration et ils ne manquent pas d'en faire usage. Quand des journalistes évoquent le sujet, les réactions sont souvent

musclées. Les plupart des radios ont connu des arrestations et des mauvais traitements de leur employé(e)s et la majorité des producteurs de radio sont désormais très prudents. Du reste, ils se montrent très courageux dans le cadre du programme MEC. Presque toutes les radios participantes évoquent les sujets critiques dans des magazines ou des sketches.

Le deuxième volet du projet fut, afin de tenir compte de l'importance grandissante de la radio, de former des employé(e)s d'organisations locales et internationales de développement et de protection des droits de l'homme à l'usage de la radio et aux possi-

bilités d'adapter leur travaux à cet instrument.

Ils ont été incités à produire eux-mêmes des émissions ou des reportages et à communiquer leur préoccupations par voix radiophonique.

Un aspect important est enfin la diversité linguistique. Le Tchad est un des pays ayant le plus de langues au monde. Les émissions du programme MEC sont produites dans les langues officielles, l'arabe et le français, ainsi que dans dix langues locales. Cependant, avec près de 200 langues parlées au Tchad, il est nécessaire d'élargir l'éventail des langues de production. ■

Séminaire d'évaluation à Sahr:

Il y a un grand intérêt chez les acteurs de la radio à prolonger la coopération avec EIRENE et le programme MEC. Cela se voit dans le résumé des recommandations des participants au séminaire d'évaluation de Sahr:

Considérant l'importance croissante des conflits intra- communautaires au Tchad, en particulier du conflit opposant les éleveurs et les cultivateurs;

Considérant l'indifférence impardonnable, voire la complicité au sein des cercles de la justice, de l'administration, de l'armée et des chefs traditionnels

Considérant les difficultés que rencontrent les radios partenaires à faire usage des subventions du programme MEC;

Considérant la piètre qualité des émissions de certaines radio partenaires;

Considérant le faible nombre d'émissions produites en langues locales;

Considérant la faible coopération entre les radios et les radios partenaires du programme MEC, nous, participants au séminaire d'évaluation de la coopération de radio publiques et privées du Sud du Tchad avec le programme MEC, proposons

1. Aux autorités:

- de prendre leur responsabilités afin d'éviter et de régler activement les conflits entre les cultivateurs et les éleveurs.

2. Au programme MEC:

- d'encourager d'avantage la coopération entre les radios, les organisations partenaires et les acteurs de la société civile,
- d'encourager les producteurs des radios partenaires, afin qu'ils soient en mesure de produire et de diffuser des émissions de haute qualité

3. Aux responsables des radios partenaires:

- de réellement consacrer les fonds octroyés par le programme MEC à la production d'émissions.

4. Aux producteurs:

- de produire plus d'émissions en langues locales
- de produire des émissions de haute qualité.

Sahr, le 21 Novembre 2007



Le studio de Radio Rurale à Moundou - ici, un technicien est encore un véritable technicien, avec un tournevis et un fer à souder.



Montage d'une émission de radio avec une paire de ciseaux et un lecteur de bandes - nombre d'entre eux sont là depuis plus de vingt ans.



Voix des Personnes Handicapés (VPH)

Voix des Personnes Handicapés est une organisation créée dans les années 90 par l'Association d'Entraide des Handicapés Physiques du Tchad (AEHPT).

La VPH publie une revue consacrée aux problèmes des personnes handicapées et produit des programmes de radios hebdomadaires pour la radio nationale. Cela a amélioré considérablement la perception des handicapés et de leurs intérêts dans la vie publique.

Une petite équipe a suivi une formation journalistique et sait désormais fort bien faire valoir les intérêts des handicapés du Tchad, ce qui donne un fondement solide à leur demande de participation à la vie publique du pays.

Depuis sa création, dans laquelle EIRENE était impliquée, VPH entretient un lien étroit avec EIRENE. VPH était partenaire des premières formations journalistiques d'EIRENE à N'Djamena en 2002 et en 2003 et les employés de VPH ont pris part à tous les cours proposés à N'Djamena.

Paysage médiatique du Tchad

Téléphones fixes:	13.000 (2006)
Téléphones mobiles:	466.000
Stations de radio:	voir page 22
Chaîne de télévision:	1 (2007)
Fournisseur Internet:	72 (2007)
Utilisateurs Internet:	60.000 (2006)



La production radiophonique est un travail d'équipe, en particulier dans les conditions difficiles du Tchad.



Mais dans le studio, le modérateur est seul devant le microphone; la communication avec la technique, de l'autre côté de la vitre, se fait par le langage des signes – dans le monde entier.



La salle technique de «La voix du paysan», à Doba, dans le Sud du Tchad., à Doba, dans le Sud du Tchad.

Expériences

Quand je pense à ce séminaire, je pense à la manière dont un journaliste doit se comporter dans une situation conflit. Le journaliste se doit de réduire les tensions plutôt que d'attiser le feu.

Ce que je garde de ce séminaire est que le journaliste joue un rôle décisif dans les conflits et qu'un mot mal placé peut faire basculer la situation et la rendre incontrôlable.

Le journalisme de paix était au premier abord quelque chose d'entièrement nouveau pour nous. Ce fut l'occasion pour nous de réfléchir au rôle du journaliste. Qu'est-ce qu'un journaliste peut faire pour contribuer à la résolution d'un conflit? On n'avait jamais fait cela auparavant. Nous avons désormais une orientation nouvelle, intéressante et extrêmement importante.

Je ne suis pas une journaliste à proprement parler. Je suis une femme travaillant pour la paix. Cela m'amène à devoir m'exprimer sur la paix auprès des autorités ou des mes frères et sœurs et ce que nous avons appris au sujet de la modération m'aide beaucoup dans mon travail.

Le conflit qui règne ici au Tchad a trop souvent été pris à la légère par les journalistes qui l'ont souvent alimenté sans le vouloir. Ici, j'ai appris comment apaiser des tensions à avec des mots très simples.

Comment pouvons nous, acteurs des médias, être utiles à notre société? En aidant les gens à comprendre les causes des conflits grâce à nos médias, à comprendre qu'ils peuvent vivre ensemble et œuvrer à une paix durable pour notre pays.

(Participants aux cours proposés par EIRENE, 2002, N'Djamena et Moundou)

En visite chez les producteurs de radio

Lazare Djekourninga Kaoutar est un vieil homme affable, que l'on s'imagine volontiers dans un fauteuil entouré de ses petits-enfants. Lorsque nous le rencontrons, il sort tout juste d'une cellule de commissariat. Il a été détenu pendant quarante-huit heures et interrogé.

«Pour la première fois, la police de mon pays s'est comportée correctement avec moi» reconnaît le directeur de la radio FM Liberté. La police lui a même laissé son téléphone por-

table, grâce auquel il a pris conscience de la vague de solidarité qui a permis sa libération. «Ça m'a fait beaucoup de bien.»

Le 16 janvier 2008, vers 17 h 45, une quinzaine de policiers ont débarqué dans les studios de FM Liberté et ont demandé Lazare. Lorsqu'on leur a dit qu'il n'était pas là, ils ont voulu vérifier les informations diffusées par la radio la semaine précédente. Madji Madji Odjitan, le coordinateur des programmes de la radio, insista sur le fait que

seul le Haut Conseil de la communication (HCC) y était autorisé. La radio fut alors fermée et le coordinateur incarcéré pour quelques heures.

Peu de temps après, les policiers firent irruption chez Lazare et l'emmenèrent. Il ne reçut aucune explication.

«C'était certes une surprise, mais j'y étais mentalement préparé», dit-il. Être le directeur d'une radio indépendante et prendre son travail au sérieux ne va pas sans risque. Juste avant



Lazare Djekourninga Kaoutar, directeur de FM Liberté.

Tchad



son arrestation, sa radio avait rapporté que des policiers corrompus réclamaient une somme plusieurs fois supérieure au tarif officiel pour émettre des papiers d'identité. En outre, la radio avait diffusé la prise de position d'une association de consommateurs qui mettait en cause le président de la République, avec des mots très durs, dans l'augmentation des prix.

La raison officielle de son arrestation et de la fermeture simultanée de la radio fut naturellement l'offense supposée au président. La mise à jour de faits de corruption n'est normale-

ment pas punissable, même au Tchad. Mais il est fort probable que l'attaque contre les bénéficiaires indus des policiers ait été la véritable raison de son arrestation. Arrestation sans aucune justification juridique, d'ailleurs.

Lorsque Lazare fut enfin présenté à un juge, celui-ci l'a immédiatement libéré. L'enquête n'avait abouti à rien du tout, il n'y avait pas même de plainte déposée contre lui. Ce n'était pas la première action du pouvoir politique contre cette radio créée par des organisations de défense des droits de l'homme au Tchad. En tant que voix

d'opposition, FM Liberté donne la parole à tous ceux qui ne peuvent s'exprimer sur la radio publique. Le jingle qui clôt à 21 heures les programmes de la journée est devenu culte: un juge dit la formule de serment d'une voix grave: «Je jure de dire la vérité – rien que la vérité», et confirme avec un coup de marteau.

La crédibilité de la chaîne de radio est élevée, mais aussi sa responsabilité, comme Lazare le souligne dans l'interview (voir page suivante): «Un mot, c'est comme un caillou: une fois lancé on ne peut plus l'arrêter.» ■

Stations de radio au Tchad

Radio publique:

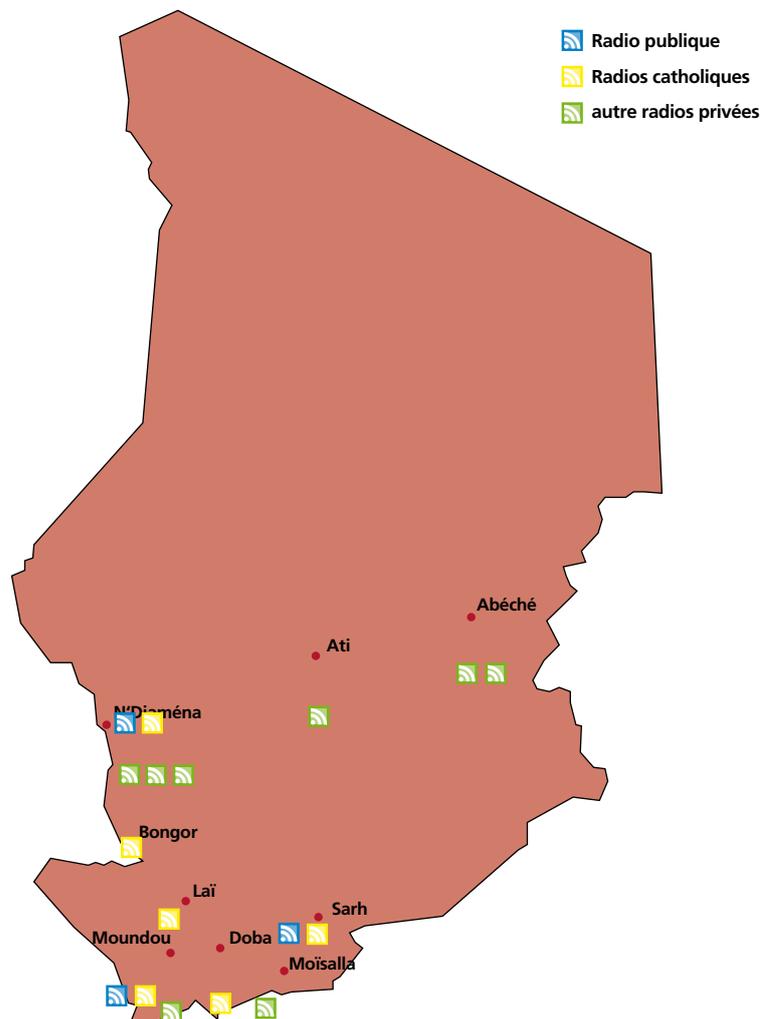
Depuis 1955, la Radiodiffusion Nationale du Tchad (RNT), devenue depuis le 1er janvier 2008 l'Office National de la Radio et Télévision Tchadienne (ONRTVT)

Radios catholiques:

La Voix du Paysan, Doba (1997), 98.0 FM
Radio Duji Lokar/Radio Étoile de Matin, Moundou (2000), 101.8 FM
Radio Terre Nouvelle, Bongor (2000), 99.4 FM
Radio Lotiko, Sarh (2001), 97.6 FM
Radio Arc-en-Ciel, N'Djamena (2005), 87.6 FM
Radio Effata, Laï (2005), 98.0 FM

Autres radios privées:

Dja FM, N'Djamena (1999), 96.9 FM
Radio FM Liberté, N'Djamena (2000)
Al Nassr, N'Djamena
Radio Brakoss, Moïssala
Radio Al Nadji à Ati
2 radios à Abeché
deuxième radio à Moundou



100 km

en 02/2008

La parole est comme une pierre

Interview avec Lazare Djekournin-ga Kaoutar, Directeur de FM Liberté, 24.01.08, N'Djaména

Comment avez vous vécu votre arrestation?

Merci beaucoup, l'arrestation ne pas surpris parce qu'avec tout qui se passe dans le pays depuis un mois, notamment la guerre entre les forces gouvernementales et les rebelles, nous sommes amenés à faire des réflexions par rapport à ces situations. Je suis psychologiquement déjà préparé à être arrêté d'un moment à l'autre. Donc mon arrestation ne m'a pas surpris.

Vous avez été traité correctement?

Pour la première fois la police de mon pays a quand même respecté les normes. J'ai été très bien traité, ils m'ont même permis de recevoir des visites de ma famille, de mes amis du boulot, de parents et d'autres. Des choses qui ne se faisaient pas il y de cela trois, quatre ans.

Il y a des progrès.

Oui sur ce plan il y a un peu de progrès. Peut-être grâce à la radio FM Liberté, je ne sais pas, mais on m'a bien ménagé.

Vous êtes le directeur de FM Liberté. Que signifie la radio pour vous, en tant instrument?

La radio pour moi c'est un outil de développement. Nous faisons l'éducation et la sensibilisation d'hommes et de femmes afin qu'ils deviennent de véritables citoyens et puissent mettre leur génie créateur au service du développement du pays. Voilà l'objectif et le but que recherche FM Liberté en tant que radio.

Quel rôle joue le journaliste là dedans, quelle est l'importance du journalisme?

Le journaliste est un vecteur de développement parce que le journaliste est aussi un éducateur, le journaliste est aussi un communicateur et un conseiller. Parce qu'il attire de temps en temps l'attention des gouvernants et gouvernés sur ce qui se passe dans le pays, ce que le journaliste fait est quelque chose de très important.

Si on parle des médias, on parle aussi du quatrième pouvoir, est ce que vous contrôlez aussi ce pouvoir?

Dire que nous sommes le quatrième pouvoir est peut-être un peut trop dire. Nous ne contrôlons pas le gouvernement. Mais nous essayons de présenter ce que le gouvernement fait. On présente et il appartient au citoyen de réagir. Nous ne réagissons pas.

Comment un journaliste devrait-il réagir face à un conflit dans lequel il est impliqué?

Le journaliste, comme je le disais, est un éducateur. Quand il y a un conflit, le journaliste doit occuper une position médiane. Il doit être neutre. De sorte à concilier les deux partis en conflit. Le journaliste doit s'abstenir tout de suite de se pencher de l'un ou de l'autre coté. Là il dévierait vraiment de son objectif. Parce que la parole est comme une pierre. Quand on la jette, c'est difficile de la rattraper. Et la le journaliste doit faire très attention en cas de conflit afin de ne pas exacerber le conflit.

Vous pouvez citer un exemple de ce genre de réaction?

Chez nous au Tchad le conflit récurrent est le conflit éleveurs/agriculteurs, avec en fond le conflit nord/sud. Si un tel conflit éclate, il faut que le journaliste traite ça de manière très délicate. S'il est sur le terrain et qu'il y a des morts, du carnage, il ne faut

pas tout de suite qu'il dise qu'il y a un bon nombre de tués. Il faut qu'il traite le dossier de manière objective, ne pas exacerber parce que le conflit se passe quelque fois dans une localité et si le journaliste couvre mal la situation, le conflit peut se déclasser dans une autre localité, deux, trois localités peut-être et c'est tout le pays qui peut s'embraser. Le journaliste doit faire très attention.

Vous pouvez citer un exemple ...

Récemment il y a eu un conflit dans la région de Benoye, dans le Logone occidental. Il y a des autochtones et les allogènes et il y avait conflit. Nos correspondants nous ont envoyé des dépêches qui étaient vraiment alarmantes parce qu'il y avait beaucoup de tueries. Mais nous avons traité ce dossier d'une manière objective, pour ne pas émousser les consciences des parents qui sont ici à N'Djaména, parce qu'ils risqueraient de s'affronter aussi ici à N'Djaména. Donc nous avons fait notre travail et le gouvernement et descendu sur les lieux. Parce que c'était nos correspondants qui nous ont saisi les premier, nous avons donné la nouvelle, le gouvernement a saisi la dépêche pour circonscrire le conflit. Dans ce genre de cas, nous nous estimons vraiment heureux.

Faut-il élargir les compétences des journalistes?

Si il y a une opportunité de recycler un peu les journalistes de la Radio FM Liberté, il faut la saisir, parce que ce sont des généralistes et certains d'entre eux traitent parfois les dossiers conflictuels avec trop de passion. Ça risque de dégénérer en guerre civile. S'il y avait une opportunité de les former dans la gestion de conflits, ce serait une très bonne chose pour nous. ■



Radio FM Liberté

Directeur:

Lazare Djekourninga Kaoutar

Forme d'organisation: radio associative composée de huit membres, sept associations (pour l'essentiel des organisations de défense des droits de l'homme) et l'Union syndicale du Tchad (UST).

Financement: les cotisations des membres apportent tout juste 900 € par an, la chaîne reçoit une subvention publique d'environ 2300 € par an. Mais celle-ci ne vient pas régulièrement. Les autres ressources sont la publicité (les annonces familiales), les souhaits musicaux payants avec des dédicaces et les coopérations avec des organisations non gouvernementales comme EIRENE. Radio Canada envoie des CD avec des émissions sur la politique de développement. Comme remerciement pour la diffusion de leurs émissions, ils envoient du matériel d'occasion. Radio Express, une émission de publicité pour Coca Cola, arrive sur CD et est, elle aussi, rediffusée.

Personnel: douze professionnels, dont six journalistes (une femme et cinq hommes), deux techniciens et quatre personnels administratifs, ainsi que dix bénévoles / volontaires, qui reçoivent à l'occasion une petite rétribution.

Qualification: la plupart des collaborateurs ont effectué des études de lettres et ont appris le travail radiophonique de manière autodidacte. Jusqu'à l'année dernière, un projet européen proposait une formation de journaliste radiophonique sur deux ans, à laquelle plusieurs collaborateurs ont

participé. Les collaborateurs de FM Liberté ont participé à tous les cours proposés par EIRENE.

Appartenance religieuse / ethnique:

Dans l'équipe, on trouve des musulmans et des chrétiens, ces derniers étant les plus nombreux.

Horaires d'émission: du lundi au vendredi de 6 h à 9 h et de 16 h à 20 h 30, le samedi et le dimanche de 6 h à 20 h 30. Bulletin d'informations à 7 h et 19 h en français et en arabe.

Types d'émissions: magazines, informations, débats: «Dimanche chez nous – Invités au studio et appels» (appels téléphoniques et messages par SMS).

Thèmes: une émission particulièrement appréciée est «Intimité», dans laquelle une sociologue propose des conseils sur les questions générales de la vie. Des émissions sont destinées aux jeunes, aux enfants et aux activités hors radio; à l'occasion, des matches de football sont organisés. Une émission hebdomadaire concerne le MEC. Les autres conflits ne sont pas explicitement traités, mais la programmation accueille régulièrement des thèmes concernant les droits civiques, par exemple le droit du travail.

Échanges de programmes / rediffusions:

Des émissions de Voice of America sont directement reprises par satellite. Une coopération régionale existe avec Radio Al Nadji, située à Ati, une ville au Nord-Est du pays. Al Nadji est soutenue par l'ONG américaine AED (Academy for Educational Development).

Source d'énergie: alimentation électrique depuis le réseau public et par générateur.

Langues: arabe, sara, français, informations uniquement en français et en arabe.

Source des informations: les communiqués de presse qui atteignent la rédaction sont exploités. La radio a des correspondants dans quelques localités. Une grande partie de l'information est fournie par les membres. Les journalistes se retrouvent chaque jour entre 9 h et 10 h pour une conférence de rédaction. Les thèmes de la journée sont arrêtés puis documentés.

Équipement technique: la technique est encore entièrement analogique, avec lecteurs de bandes et cassettes. Pour les appels téléphoniques diffusés, le haut-parleur du téléphone portable est maintenu contre le microphone.

Activités d'éducation et de formation:

Depuis la fin d'un projet européen de qualification pour les journalistes tchadiens, des anciens collaborateurs du projet viennent une fois par an de l'université française de Tours pour donner une formation professionnelle. L'association de journalistes «Média Excellence Formation» a par la suite été créée pour organiser elle-même des formations.

Public ciblé: non spécifié. D'après une étude d'audimat effectuée en 2004, FM Liberté était la deuxième radio la plus écoutée en FM, après Radio France International (RFI) et avant la radio publique tchadienne. Un résultat à prendre avec des pincettes, puisque FM Liberté est sous surveillance intensive de l'État. La police vient souvent, et la chaîne fut fermée à maintes reprises.

Réactions: les gens viennent dans les studios, ou utilisent le téléphone, les SMS, le courrier des auditeurs.



«Pour une paix durable – oui à la paix définitive – communiquer plus à moindre coût» – publicité d'une entreprise de téléphonie mobile lors d'un «rassemblement pour la paix» organisé par le président Déby le 25 janvier 2008, sept jours avant les échauffourées à N'Djamena.

La radio transmet des messages, il mobilise et il sensibilise les populations

Interview avec Dournar Jem Kam Kam, directeur de Radio Rurale du Tchad, N'Djaména, 23.01.2008

Que signifie la radio pour vous?

Pour moi la radio est un moyen de communication très important, parce que c'est un moyen sûrement plus propice pour toucher les populations. D'abord c'est moins coûteux et ensuite on peut parler à beaucoup de gens en même temps et toucher des gens qui sont très loin, des gens qui sont anonymes, et qu'on ne connaît pas, avoir des rapports avec les gens de la ville par exemple. La radio rurale du Tchad touche aussi les populations des villages loin de la capitale. Pour moi la radio est un vecteur important. Aussi parce qu'il transmet des messages, il mobilise, il sensibilise les populations. Et vraiment je ne vois pas pour l'instant d'autre instrument pour faire ce travail qui soit capable à remplacer la radio.

Quel est selon vous le rôle du journaliste à la radio?

Le journaliste est quelqu'un qui donne la parole aux gens, qui permet aux gens de s'exprimer, c'est quelqu'un qui permet à l'information de circuler. Je crois que le journaliste joue un grand rôle dans notre société aujourd'hui parce que la radio permet de sensibiliser, de mobiliser. Mais au centre, nous avons le journaliste qui donne la parole.

Comment doivent se comporter les journalistes dans un conflit?

C'est vrai que c'est délicat. Le journaliste doit adopter une position de neutralité, c'est à dire qu'il doit plutôt aider à la médiation. Le journaliste doit aller vers les agriculteurs, il doit aller vers les éleveurs, les écouter, leur

donner la parole et bien sûr créer le débat au travers de reportages réalisés sur le terrain. Il doit également transmettre des messages à travers des informations recueillies sur le terrain. Comme nous le faisons d'ailleurs à la radio rurale du Tchad. Nous réalisons des chroniques, nous réalisons des micro-programmes. Ces micro-programmes permettent de transmettre des messages en direction et des éleveurs et des agriculteurs.

Vous faites des micro-programmes ?

Oui, nous avons réalisé des micro-programmes, en appelant les éleveurs et les agriculteurs à se rappeler du passé. Parce qu'à l'époque, les agriculteurs et les éleveurs ont vécu ensemble partout et s'acceptaient très bien, donc il n'y a pas de raison qu'ils se n'acceptent plus aujourd'hui. À travers ces messages que nous diffusons, en deux minutes, trois minutes s'il s'agit de micro-programmes, nous rappelons comment ils vivaient

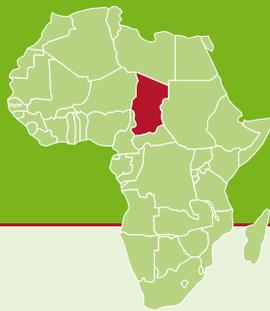
ensemble dans le temps. On leur rappelle rapidement. On leur dit que dans le temps les agriculteurs et les éleveurs se mariaient même. On a vu des éleveurs épouser des filles d'agriculteurs, on a vu des jeunes agriculteurs épouser des filles d'éleveurs et vivre ensemble. Et on a vu des éleveurs apporter des présents à des agriculteurs parce qu'ils vivaient aux confins des villages. C'était le bon temps bien sûr, et quand on leur rappelle cela, ça a quand même un effet psychologique sur leur comportement et peut-être que cela les appelle à revoir un peu leur position actuelle. Pourquoi ils sont devenus si offensifs aujourd'hui, d'où viens le problème. Donc cette chronique appelle les gens à réfléchir, à s'accepter mutuellement.

Comment pourrait-on améliorer les capacités de votre radio dans le domaine de la gestion des conflits?

C'est une question importante, parce que nous voudrions augmenter nos capacités, notamment en matière de production. Ces derniers temps, nous sommes surtout confrontés au problème de manque de matériel tangible pour le support, les bandes magnétiques pour l'enregistrement. Ensuite nos matériels de production sont vétustes. Nous avons des Nagra, qui ne sont plus actuelles et il faut les renouveler, passer à des matériels techniques modernes, au numérique, et si nous pouvons avoir ces matériels numériques, il nous faudra également renforcer les capacités de nos techniciens, les producteurs-réalisateurs et les techniciens qui utilisent les appareils. Voilà, c'est que je peux demander pour qu'on puisse vraiment continuer à soutenir ces programmes et continuer à sensibiliser et mobiliser les agriculteurs pour les emmener progressivement vers l'entente et vers la Paix. ■



Dournar Jem Kam Kam, directeur de Radio Rurale



Radio Rurale

Division de l'Office National de la Radio et Télévision Tchadienne (ONR-TVTV)

Directeur: Dournar Djam Kam Kem

Forme d'organisation: publique. Jusqu'au 31/12/2007 division de la radio publique (RNTV-Tchad). Depuis la création de l'ONR-TVTV au 01/01/2008, Radio Rurale est indépendante et placée directement sous la tutelle du ministère de la Communication. Elle devrait prochainement obtenir ses propres fréquences (ondes courtes et FM).

Financement: sur les impôts et les ressources issues des coopérations (Nations Unies, ONG).

Personnel: 16 professionnels (9 femmes et 7 hommes). À ces personnels s'ajoutent plusieurs bénévoles qui obtiennent à l'occasion une petite rétribution.

Qualification: tous les journalistes ont étudié, en majorité à l'étranger (Niger, Burkina Faso), et récemment à l'université de N'Djamena. Les collaborateurs doivent maîtriser au moins trois

langues, et la plupart ont des qualifications utiles pour la radio : sage-femme, vétérinaire, agriculteur.

Fonctions: journalistes et techniciens.

Appartenance religieuse/ethnique: dépend des langues des différentes émissions: arabe = musulman, français = chrétien.

Horaires d'émission: quotidiennement de 17 h 30 à 18 h, le jeudi de 20 h 30 à 22 h (horaires principaux).

Types d'émissions: magazines, reportages, micro-programmes / spots de une à trois minutes (ludiques, d'humour), chroniques de cinq à sept minutes (conseils pratiques, débats), émissions publiques d'une heure (transmission en extérieur depuis les villages avec une loterie).

Thèmes: coopération étroite avec sept ministères. Un comité interministériel décide des grandes lignes des thèmes à aborder. À cela s'ajoutent de nombreuses ONG. Dans le cadre de la coopération avec EIRENE, des magazines, des débats et des reporta-

ges sont effectués sur des thèmes liés au programme MEC et financés par celui-ci. Une émission sur la cohabitation pacifique doit ainsi être produite. La Radio Rurale se définit comme apolitique.

Échanges de programmes / rediffusions: Aucune radio internationale n'est reprise. Des filiales régionales de Radio Rurale situées à Abeché, Sarh et Moundou livrent des émissions sur bandes ou cassettes.

Source d'énergie: alimentation électrique depuis le réseau public et par générateur.

Langues: sara, arabe tchadien, français

Source des informations: Des correspondants sur place appréhendent les thèmes du jour. Les rapports des sept ministères sont rendus publics.

Équipement technique: à l'heure actuelle, encore analogique sur bandes et cassettes, le passage au numérique est planifié. Mais les techniciens doivent d'abord être formés.

Activités d'éducation et de formation: Pour l'instant, il n'y a pas d'argent pour. Plusieurs collaborateurs, y compris de Sarh et de Moundou, ont pris part aux séminaires organisés par EIRENE.

Public visé: population rurale, paysans – en 1997, l'UNICEF a effectué une étude d'audimat qui indiquait que les publics visés étaient largement atteints. Depuis, des sondages sur échantillons sont régulièrement effectués par région, par sexe et par groupe de population (éleveurs / agriculteurs).

Réactions: courrier des auditeurs, et de plus en plus, appels téléphoniques et SMS. La couverture grandissante des réseaux de téléphonie mobile est palpable.



Les conseillers d'EIRENE Manuela Römer et Thomas Jenisch en discussion avec le directeur et le technicien de Radio Rurale, à N'Djamena.

La seule solution, c'est d'être solidaire

Interview avec Thanguiz Vathankha, rédacteur en chef de Radio Brakoss, Moïssala, le 30.01.2008.

Que signifie la radio pour vous?

Pour moi une radio, surtout une radio associative, c'est une radio de développement, une radio qui participe au développement des populations dans le cadre de l'éducation, de la santé, des droits de l'homme pour changer la vie des populations.

Quel est selon vous le rôle du journaliste?

Pour nous la tâche journalistique est avant tout le respect de la déontologie des journalistes: vérifier les informations, ne pas porter d'accusation gratuite sur quelqu'un c'est ça que dit la déontologie des journalistes d'une manière générale.

Et quel rôle jouent-ils dans les conflits?

Notre rôle est de régler les conflits à l'amiable, de manière à assurer la paix entre les communautés. Peut-être y a-t-il un problème profond entre les deux communautés. Mais notre rôle est de faire comprendre aux deux communautés qu'ils doivent trouver une solution pacifique pour régler le problème. Parce que jamais la guerre ne va arranger un problème. La guerre a toujours existé mais la seule solution est la paix entre les communautés, la gestion pacifique des problèmes.

Et comment vous y prenez vous pour y parvenir ?

Souvent nous organisons des Spots en collaboration avec le Programme MEC, des micro-programmes pour rapprocher les deux communautés, pour que chacun comprenne que les agriculteurs et les éleveurs sont les deux mamelles de l'économie du pays.

Nous ne pouvons pas détruire l'un en faveur de l'autre. Quand par exemple une équipe d'éleveurs arrive, ils mettent les bœufs dans les champs des paysans sans faire attention, ils détruisent les récoltes etc. Les paysans sont fâchés, ils tuent les bœufs mais ça n'arrange pas le problème. Nous le faisons comprendre en disant il faut trouver une solution amiable. Si vous avez une difficulté, restez ensemble, discutez! Il faut payer à l'autre, il faut payer sans passer par la brigade ou par l'administration. Si tu vas voir la brigade cela ne va apporter plus et si tu payes là, l'autre recevra moins, voire même rien. C'est mieux de régler le problème ensemble.

Vous pouvez me citer un exemple?

En général, il est difficile que les éleveurs et les paysans se côtoient directement, la loi prévoit 15 kilomètres, mais ici nous avons un village, Moïssala village, avec une ferrique qui est à 500 mètres. C'est tous près du villa-

ge, mais il n'y a jamais eu de problèmes. S'il y a un problème, si le bœufs des éleveurs partent par accidents brouter les champs des paysans, ils viennent, ils restent ensemble, ils discutent et ils trouvent une solution. C'est le rôle des comités de gestion de conflit qui participent à régler les problèmes entre les communautés, et nous, au niveau des radios, à tout moment nous rappelons aux populations de chercher une solution pacifique pour ne pas avoir des difficultés entre les communautés.

Quels obstacles rencontrez-vous au cours de votre travail?

Si nous parlons du problème éleveurs/paysans, ce sont les éleveurs qui sont de passage. Parfois ils détruisent tout sur leur passage et c'est difficile de les retrouver car 24 heures plus tard, ils sont déjà très loin et personne ne peut trouver une solution à cela. Un autre problème, au niveau de la radio, est que si les audi-

Tchangiuiz Vathankha – un Iranien au Tchad depuis 30 ans

Tchangiuiz Vathankha vient d'Iran. Il a fui son pays il y a trente ans et s'est installé à Moïssala, une petite ville dans le Sud du Tchad, près de la frontière avec la République centrafricaine. Il a épousé une Tchadienne et est devenu un acteur majeur du développement de cette région reculée du Tchad. À son initiative et en partie grâce à ses propres fonds sont apparus des écoles, des centres sanitaires et une radio. «Plus Tchadien qu'Iranien» écrivait de lui le magazine «Tchad et Culture» dans un portrait. Les instances officielles ne l'ont aucunement remercié pour son engagement. En particulier, depuis que Radio Brakoss a commencé à émettre en 2000, il est devenu une épine dans le pied des autorités locales. Il fut arrêté et maltraité à plusieurs reprises. En septembre 2005 se déroula une offensive issue des plus hautes sphères. Tchangiuiz fut arrêté et emmené dans la capitale N'Djamena. Là, il devait être livré au haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Cette mesure, si elle n'était pas mortelle, visait tout de même à détruire son existence. Le Tchad souhaitait se débarrasser d'un combattant engagé et quelque peu gênant. Les Nations Unies ne jouèrent pas le jeu, et de vives protestations internationales conduisirent le gouvernement tchadien à abandonner son plan. Tchangiuiz Vathankha n'était toutefois plus autorisé à rester directeur de Radio Brakoss. Il transmit le poste à son épouse, qui travaille dans la radio comme journaliste. Tchangiuiz ne se laisse pas influencer par de telles tracasseries, tant qu'il peut poursuivre son objectif d'une cohabitation pacifique entre les gens, dans la dignité et hors de la misère.



Tchangiu Vathankha, rédacteur en chef de Radio Brakoss, à Moïssala, devant les capteurs solaires de Radio Brakoss.

teurs nous disent la vérité, quelque chose qui touche l'administration, qui touche la brigade, etc, c'est eux qui ensuite nous peuvent créer des problèmes. Parce que c'est difficile d'accepter la vérité. Autres chose, en milieu rural, nous sommes la première radio créée au Tchad et c'est difficile

jusqu'aujourd'hui d'accepter et de reconnaître l'indépendance de cette radio. Les gens pensent que la radio nationale ne dit pas tout. «Et Pourquoi vous dites cela?» Et cela nous crée des problèmes, nous voulons faire comprendre que notre ligne éditorial n'est pas la même, nous disons ce que nous

voyions, nous citons le témoignage des gens, nous sommes la radio des sans voix, de ceux qui n'arrivent pas à parler et nous parlons à leur place.

Que proposeriez-vous afin d'améliorer la capacité de votre radio à gérer les conflits?

Regrouper, rester solidaire, c'est la raison pour laquelle nous avons créé l'union des radios privées du Tchad. En ce moment une de nos radios, radio FM Liberté est en difficulté à N'Djaména, fermée sur l'ordre du ministre parce qu'ils ont dit que la carte d'identité qui coûte 4.000 Francs se vend parfois jusqu'à dix mille francs. L'administration concernée n'était pas contente, mais c'est une réalité. Nous venons alors de fermer volontairement nos radios pour 4 jours depuis hier, pour être solidaire avec nos confrères de la Radio FM Liberté. La seule solution, c'est d'être solidaire, de travailler ensemble pour résoudre les problèmes. Nous ne voulons pas savoir qui a tort ou qui a raison, nous voulons d'abord régler le problème et ensuite si les radios ont tort, leur dire, «vous n'avez pas fait un travail professionnel, prochainement vous devrez faire attention».

Radio Brakoss

Rédacteur en chef:
Tchangiu Vathankha

Forme d'organisation: radio associative soutenue par l'Association pour la protection de l'environnement et de la nature (APEN) de N'Djaména. Les membres de l'association sont des personnalités de la capitale et de Moïssala, comme par exemple la mairesse.

Financement: publicité (annonces familiales), souhaits musicaux, vente de cartes téléphoniques et appels aux dons, ceux-ci étant parfois des dons en nature (millet et autres aliments) ; la radio a droit à une aide du gouverne-

ment, mais celle-ci n'arrive que de manière irrégulière et se retrouve largement réduite par les prélèvements effectués par les bureaux de paiements, qui facturent des «frais de gestion». Dans ce contexte, les rentrées d'argent issues de coopérations avec les Nations Unies et les ONG telles qu'EIRENE sont plus significatives.

Personnel: huit professionnels (trois femmes et cinq hommes) dont une directrice.

Qualification: autodidacte + cours divers (p. ex. une journaliste au cours d'EIRENE en 2002, deux journalistes

au cours en 2005). Il est difficile d'obtenir des personnels qualifiés à Moïssala, car la localité est très reculée. Les collaborateurs viennent tous de la région.

Appartenance religieuse/ethnique:
Bahá'íe, chrétienne, musulmane

Horaires d'émission: de 5 h 30 à 8 h 30 et de 14 h 45 à 22 h (à l'heure actuelle, des problèmes de batterie dans l'installation solaire imposent la coupure au coucher du soleil).

Types d'émissions: informations, magazines, discussions – invité du jour,

émissions en extérieur enregistrées depuis les villages des alentours.

Thèmes: droits de l'homme, de la femme, les femmes dans le travail de développement, utilisation des ressources issues du pétrole / transparence, diversité religieuse, prévention des conflits, émissions en extérieur depuis les villages des alentours : discussions avec les anciens, les sages et les paysans sur le développement des villages – les paysans qui ont réussi racontent comment ils ont fait.

Échanges de programmes / rediffusions: Deutsche Welle par satellite.

Source d'énergie: énergie solaire depuis l'an 2000, mais aujourd'hui les batteries sont usées et ne fonctionnent plus, elles doivent être remplacées. À l'heure actuelle, la radio utilise

donc un générateur de 10 kW. L'énergie est le plus grand poste budgétaire.

Langues: français, mbaï, gor, daï, arabe.

Source des informations: SMS des collaboratrices et collaborateurs locaux, informations des auditeurs et auditrices, propres recherches, écoute d'autres radios sur les ondes courtes. Vérification des sources si possible, sinon citation des sources ou citation du son original.

Équipement technique: entièrement analogique avec de simples lecteurs / enregistreurs de cassettes et des lecteurs de CD.

Activités d'éducation et de formation: En 2008, deux manifestations sont prévues en coopération avec l'organi-

sation de journalistes MEF et Radio Lotiko à Sarh.

Public ciblé: non spécifié, il dépend des langues. Seules les émissions dans le cadre du programme MEC sont spécifiquement destinées aux paysans et aux éleveurs nomades.

Réactions: les gens passent dans le studio, ou utilisent le téléphone, les SMS, le courrier des auditeurs, 300 clubs d'auditeurs, loteries avec environ 100 réactions par émission. Le record actuel est détenu par une loterie organisée par un opérateur de téléphonie mobile, avec environ 900 réactions. L'UNICEF a offert un grand nombre de postes de radio. Ils sont offerts en récompense pour une bonne réponse aux questions de test posées après les émissions de formation (jusqu'ici, 230 postes de radio ont été offerts). ■



La journaliste Mala Klarisse, de Radio Brakoss, lors d'une interview avec les éleveurs dans leur campement.



En visite chez les auditeurs

Chez des éleveurs de bétail I

Au village de Godela, non loin de Sarh, dans le département du Moyen-Chari, au Sud du Tchad, nous quittons le petit chemin de campagne. Le trajet continue un moment à travers champs. Soudain, entre quelques arbres et arbustes, on aperçoit des plans tendus au-dessus de grandes branches. Des enfants jouent, des femmes préparent à manger. Cinq hommes viennent vers nous et nous saluent amicalement. Nous sommes arrivés dans un ferrick, un camp pastoral. Un grand tapis est étendu sous l'ombre d'un acacia, les invités ont droit à un petit banc, et le petit salon est prêt. On se déchausse avant d'entrer, des femmes apportent du thé dans de petits verres. Nos hôtes ne parlent qu'arabe. Nos accompagnateurs tchadiens traduisent nos questions et leurs réponses.

En tout, une cinquantaine de personnes vivent ici et s'occupent d'environ un millier de bœufs. Ceux-ci sont déjà partis. Chaque famille a au moins un poste de radio, qui est allumé surtout le matin et le soir. Régulièrement, on écoute les informations du matin sur la radio publique en ondes cour-

tes. L'après-midi, à partir de 16 heures, c'est au tour de la radio régionale Radio Lotiko en FM, avant de revenir aux informations du soir sur la radio publique, en langue arabe, qui sonnent la fin de la journée, à 19 heures. Les éleveurs affirment être des auditeurs fidèles. Ils se réjouissent en particulier lorsque des émissions se penchent sur leurs problèmes. C'est surtout le cas sur Radio Lotiko, partenaire du programme MEC. Spontanément, ils citent quelques émissions qui les ont particulièrement intéressés. Il y avait notamment cette émission qui donnait des conseils précis sur comment régler les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. Des contacts, des interlocuteurs et des méthodes y étaient indiqués. Ces renseignements furent très précieux pour les éleveurs.

«Lorsque nos bœufs font des dégâts, nous dédommageons naturellement les agriculteurs», disent-ils. «Nous ne voulons pas que, par vengeance, quelqu'un blesse voire tue nos animaux. Mais si cela arrive quand même, nous ne pouvons pas montrer de compréhension.» Les émissions qu'ils ont écoutées ont facilité la coopération et permis de créer des contacts. Ils

aimeraient bien avoir encore plus d'informations sur les moyens pacifiques de gérer les conflits. Les émissions de conseils sont également très appréciées dans d'autres domaines : informations économiques, prix et tendances, conseils sur l'auto-organisation.

Il ne leur est toutefois pas encore venu à l'idée de prendre contact avec la radio. Les producteurs de la radio doivent ainsi s'accommoder du manque de retour ou de réactions. C'est seulement lors d'un décès, d'un mariage ou d'une naissance que quelqu'un se met en chemin pour aller passer une petite annonce à Radio Lotiko.

Les éleveurs ont récemment fondé une association pour mieux représenter leurs intérêts. Ils affirment que leur plus grand souci concerne l'alphabétisation. Leurs enfants ainsi qu'eux-mêmes veulent apprendre à lire et à écrire. Et bien sûr, leurs femmes également. Ils ont déjà fait l'acquisition d'un tableau.

«Continuez avec les émissions sur nos problèmes communs», nous disent-ils à notre départ. «Et soutenez notre idée d'apprendre à lire et à écrire.»



La radio est un compagnon dans toutes les situations de la vie, en particulier pour les jeunes.



Les troupeaux sont grands et les bergers souvent petits – quand un champ de millet attire les bêtes, la tâche est rude.

Et lorsqu'ils comprennent que nous allons maintenant rendre visite à leurs voisins les agriculteurs, ils nous donnent un poulet pour eux.

Chez des éleveurs de bétail II

En ville, nous rencontrons Ndougoussu Kamiss, éleveur et représentant du chef de son groupe. Il essaie justement de battre le rappel du Comité d'entente (cf. page 12). Il y a un sérieux problème. Cinq bœufs et une vache enceinte jusqu'aux dents se sont introduits dans un champ de coton prêt à être ramassé et l'ont saccagé. L'agriculteur a attrapé les animaux et les garde chez lui. «Partout dans la région, le coton est déjà récolté, partout sauf dans ce petit champ» se plaint Ndougoussu. «C'est une provocation! Les agriculteurs tendent des pièges pour s'en prendre à nos animaux!». Une médiation est maintenant demandée, et grâce au programme MEC, elle est possible. «Nous en avons entendu parler à la radio», dit Ndougoussu. «Avant, on y serait allés directement et on aurait repris nos animaux par la force. Mais nous ne voulons pas de confrontation. Nous nous sentons déjà ici presque chez nous. À cause de la guerre dans le Sud et de plusieurs années de sécheresse dans le Nord, les transhumances sur plusieurs centaines voire milliers de kilomètres ne sont plus possibles, nous restons ici dans le Sud avec nos troupeaux et voulons nous entendre avec les agriculteurs. Nous payons des dédommagements lorsque nos animaux font des dégâts. Mais les paysans ne doivent pas non plus garder nos bêtes ni leur faire quoi que ce soit.»

Nous nous rendons avec Ndougoussu dans le camp de son groupe, non loin de là, dans la brousse. Le camp est tout proche. Ce ferrick devant la ville s'appelle Village Moissala. On reconnaît aux huttes simples que les éleveurs sont là depuis un bout de temps et qu'ils veulent assurément y rester. Le petit salon est constitué par l'ombre d'un arbre, quelques tapis sont rapidement étendus. On enlève ses



La conseillère d'EIRENE Manuela Römer en discussion avec des éleveurs nomades et des partenaires du programme MEC.

chaussures et on boit du thé avec les anciens du village arrivés entre-temps. La discussion peut commencer. «Nous écoutons la radio le matin et le soir», nous racontent-ils. «Le matin, la radio publique sur les ondes courtes, surtout pour écouter les informations sur la situation du pays. Elle est très tendue. Le soir, nous écoutons notre radio locale en FM. Oui, nous connaissons les émissions du programme MEC. Elles sont très intéressantes et très bien faites. Nous apprécions en particulier les sketches théâtraux. Personne n'y est incriminé. On y mise sur la coopération, nous trouvons ça bien. Il fut un temps où nous ne nous préoccupions pas des dommages infligés par nos bêtes. Mais vers qui pouvions-nous nous tourner? En riposte, les paysans volaient ou tuaient nos bêtes, quand ils pouvaient les attraper. Ces temps étaient durs, et malheureusement ils reviennent parfois. Mais maintenant, nous pouvons nous rencontrer et gérer ces problèmes. Au mieux sans déranger les autorités. Cela nous épargne des frais inutiles. Nous sommes tous Tchadiens et devons vivre ici ensemble.»

Mala Klarisse, journaliste de Radio Brakoss, est venue avec nous et fait encore une interview avec l'un des vieux du village sur ce problème. Puis nous devons reprendre la route. Mais

ils nous disent encore quelque chose sur le chemin. «Il serait bien que le gouvernement fixe une date limite avant laquelle tous les champs doivent être récoltés. Ainsi, nous pourrions nous y adapter. Notre bétail trouve encore assez à manger sur les terrains récoltés, et les paysans y trouvent également leur compte. Ce que laissent nos bœufs derrière eux constitue un bon engrais. Et nous leur vendons volontiers le lait, ou nous pouvons l'échanger contre du millet.»

Chez les agriculteurs

À quelques kilomètres de là, dans le village Maimana, le chef du village Dakoula nous attend. Il travaille à AMECET, l'association pour la médiation entre les éleveurs et les agriculteurs au Tchad. Douze agriculteurs sont également venus pour nous parler. Quelques uns possèdent des radios, qui restent pour la plupart allumées pour toute la durée d'émission des émetteurs. Le matin, entre 5 et 6 heures, seule la radio publique émet en ondes courtes. L'après-midi et le soir, de 16 à 21 heures, les oreilles sont tendues vers Radio Lotiko.

En FM, la radio privée Lotiko est actuellement sans concurrence. Le réseau électrique public est en panne depuis plusieurs semaines et la ra-



dio publique n'a pas d'argent pour acheter du combustible pour le générateur. Mais Radio Lotiko est de toute manière préférée, car elle traite de thèmes plus proches des gens, nous dit-on. Les émissions sur le thème agriculteurs / éleveurs sont ici aussi très appréciées. Par exemple, on nous raconte une émission qui fut particulièrement bien accueillie. Un sketch parodiait les autorités et leurs méthodes de gestion du conflit entre agriculteurs et éleveurs, qui attisaient plus le feu qu'elles ne l'éteignaient. Les agriculteurs ont également écouté avec intérêt une émission qui donnait des conseils sur la manière de régler les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs, et qui indiquait les interlocuteurs compétents et les marches à suivre. Les émissions de conseils ont ici aussi bonne presse. On nous cite par exemple une émission qui traitait du micro-crédit et de l'épargne via une coopérative auto-organisée.

L'atmosphère est ici beaucoup plus tendue. «Nous écoutons les conseils que nous donnent les émissions de radio. Nous n'avons pas l'impression que

les éleveurs fassent de même», dit l'un. «Nos champs n'ont pas de patentes - mais chaque bœuf en a quatre» ajoute sans détour un autre pour régler la question des responsabilités. «Les étrangers doivent s'adapter à nous. Ce sont les éleveurs qui sèment le désordre avec leurs troupeaux» dit encore un autre, qui cite un autre problème : «Les troupeaux sont gros et les bergers petits», dit un paysan en pensant aux nombreux enfants qui travaillent comme pâtres. Souvent contre leur volonté. Leurs parents les «prêtent» aux éleveurs.

«Jusque là, nous pouvions louer les terrains inutiles à des citadins. C'était un complément de revenu important. Mais depuis, il y a tellement de troupeaux que les champs sont souvent piétinés avant la récolte. Pour les gérants de ces terrains, le travail n'est plus rentable. Certaines plantes, comme le manioc par exemple, sont tellement appréciées des bœufs qu'il ne sert plus à rien de les cultiver. Les clôtures doivent être solides, et même alors, elles sont détruites par les éleveurs, il n'y a rien à faire.»

«Auparavant, les troupeaux venaient du Nord, après la récolte. Maintenant c'est différent. Nous avons des troupeaux toute l'année, qui parfois ne sont même plus déplacés sur de grandes distances. Les changements climatiques font que les pluies arrivent plus tard, ce qui retarde encore la récolte. Nous récoltons parfois même avant la maturité, car nous avons peur des troupeaux.»

Les paysans communiquent beaucoup avec Radio Lotiko. Nombre d'entre eux ont un téléphone portable et peuvent ainsi envoyer par SMS leurs réactions et surtout leurs souhaits musicaux. Et il y a des loteries. ■

Remarque

Les images et les textes de cette brochure sont entre autres issus d'un voyage de recherche effectué au Tchad du 21/01 au 6/02/2008. Un équipe d'EIRENE constituée de Manuela Römer et moi-même (Martin Zint) a rendu visite aux partenaires du projet MEC, afin de rassembler des informations et de développer des idées pour les travaux futurs. Nous aurions volontiers rencontré encore plus d'auditeurs, d'auditrices et de producteurs de radio. Mais le 3 février, nous avons dû quitter le Tchad précipitamment. Des combats violents éclatèrent dans la capitale. Comme environ 50 000 Tchadiens, nous nous sommes réfugiés au Cameroun voisin. Mais de là, contrairement à eux, nous sommes revenus en Allemagne. Nous avons évité l'évacuation d'urgence sous les tirs de balles vécue par d'autres personnels d'EIRENE dans la capitale. À N'Djamena, environ 400 personnes furent tuées les 2 et 3 février dans les combats. Le personnel et les biens d'EIRENE en sont heureusement sortis quasiment indemnes. Notre travail avec et pour les gens au Tchad se poursuit.



Dans les villages, le lieu de rassemblement est l'ombre offerte par l'arbre à palabres.



Bases de la gestion de conflits pour les journalistes

Un atelier à Méhana, Niger

Une foule bariolée s'est rassemblée devant la maison communautaire du village de Méhana. Jeunes et vieux se bousculent pour avoir les meilleures places. Celles-ci sont tout devant, près du maire, au côté duquel se trouvent le député de la région et l'imam. Ils sont tous venus pour assister à une émission de radio produite en direct. Cette émission marque la fin d'une formation professionnelle d'une semaine. Une chose est claire : la radio mobilise.

Le thème de l'émission est le mariage précoce. Dans la région, il n'est pas rare que les jeunes filles soient mariées à l'âge de douze ans, parfois encore plus tôt. Elles sont souvent mariées à des hommes âgés qui cherchent une troisième ou une quatrième épouse – et l'attrait de la jeunesse. Ceux-ci ne semblent pas réaliser qu'ils détruisent l'adolescence de leurs jeunes élèves. Les parents reçoivent de l'argent et des cadeaux conséquents. Dans la grande pauvreté ambiante, les parents ont du mal à réprover cette pratique. Les jeunes filles en sont les victimes. À cause de leur situation dramatique, certaines se suicident. De nombreuses jeunes filles tombent malades voire meurent à cause des complications entraînées par une grossesse précoce. À vrai dire, ce thème est tabou. Mais lors de la formation, les producteurs d'émission ont appris que la radio est justement un médium idéal pour aborder ce sujet aussi délicat que brûlant. Ils ont donc courageusement décidé de traiter de ce thème dans une émission publique d'une heure. Un griot, le conteur traditionnel, a proposé son aide et participe à l'émission. Espérons que quelques auditeurs seront incités à réfléchir. L'émission est produite dans la langue locale. Sur

une table se trouvent des morceaux de savon et un paquet de sucre. Les cadeaux convoités d'un jeu radiophonique. Les réponses doivent montrer si les auditeurs ont compris ou non.

Déjà, toute la semaine durant, les enfants comme les vieux s'étaient glissés sur la place du village, au milieu de laquelle une trentaine de personnes travaillant dans les radios de la région s'étaient rassemblées pour une formation professionnelle. Des pailles-

ses protègent le lieu du soleil brûlant et des rafales de vent. En effet, celui-ci fait tourbillonner le sable. Les appareils électroniques indispensables aux productions radiophoniques en prendraient un coup. Ils doivent être robustes, car la poussière et la chaleur sont les ennemis de tout appareil électronique. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils ont une durée de vie sensiblement plus courte ici que dans les maisons de radio européennes clinquantes et climatisées. Cela représente un

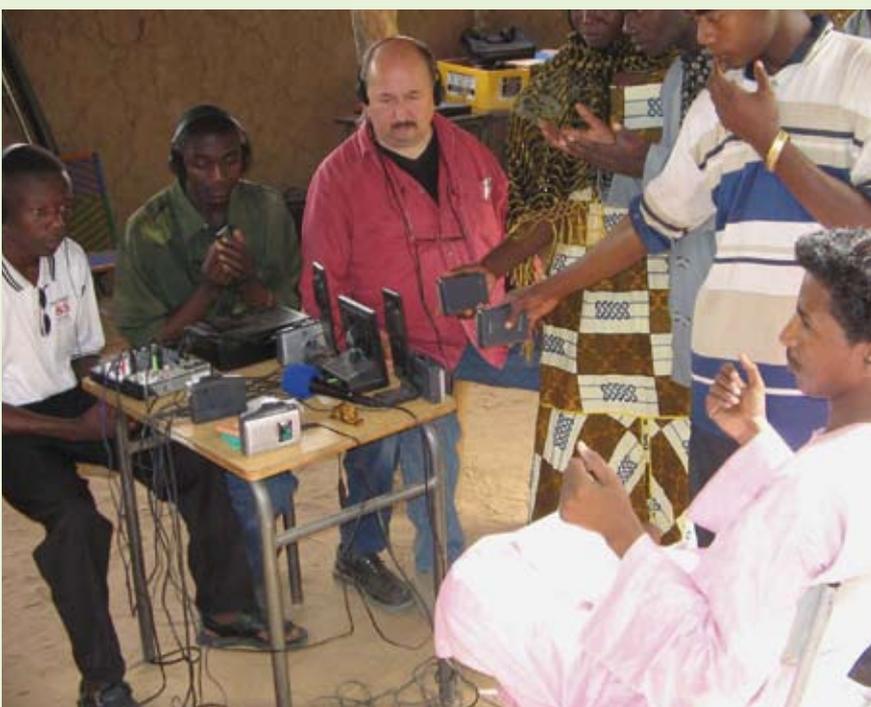


Le public lors d'un séminaire, tel que cela se passe au Niger. Les anciens et les jeunes suivent en auditeurs libres le cours qui se déroule en plein air sous des paillasses (voir page suivante).

Niger



Langue administrative	Français
Capitale	Niamey
Régime	Démocratie parlementaire
Chef d'État	Tandja Mamadou
Chef du gouvernement	Seini Oumarou
Superficie	env. 1.267.000 km ²
Population	13.000.000 (en 2006)
Densité de population	10,2 habitants par km ²
Indépendance	3. août 1960



Les interventions comme les exercices pratiques font partie des séminaires radiophoniques. La place devant la maison communautaire du village sert de salle de séminaire. Des paillasses offrent ombre et protection contre le vent.

Niger – Faits

Population

Dans le Nord du pays, on trouve surtout des nomades, des semi-nomades et des gens habitant dans les oasis. Nombre d'entre eux abandonnent cependant le nomadisme et vont vivre dans les villes, pour partie surpeuplées. La majorité de la population vit dans le Sud. Environ 52 % de la population totale appartient aux ethnies des Djermas et Songhaïs, plus de 23 % sont des Haoussas, environ 8 % sont des Touaregs, environ 6 % des Kanuris (Beribéris) et 4,3 % des Peuls. En outre, plus de 3 000 Français vivent dans le pays, la plupart dans les villes. 74 % des hommes et 90 % des femmes sont analphabètes. L'espérance de vie est actuellement d'environ 42 ans.

Langues

74 % de la population parle le haoussa comme première ou deuxième langue ; à côté du français, les autres langues utilisées sont le zarma-songhaï (22 %), le peul (10 %), le touareg (10 %) et le kanuri (4 %).

Religion

La très grande majorité des Nigériens se reconnaissent dans l'islam (94 %), les 6 % restants se partageant entre chrétiens et adeptes de religions indigènes.

Politique

Ancienne colonie française, le Niger a acquis son indépendance en 1960. Jusqu'en 1991, il fut sous la coupe d'un régime militaire à parti unique. Le général Ali Saibou fut alors contraint par la pression populaire d'organiser des élections générales avec la présence de plusieurs partis. Ces élections eurent lieu en 1993. Des différends internes bloquèrent l'action du gouvernement. En 1996, un putsch porta le colonel Ibrahim Baré au pouvoir. Il fut assassiné en 1999 par des officiers. L'armée rétablit la démocratie et organisa des élections qui amenèrent Mamadou Tandja au pouvoir la même année. Tandja fut réélu en 2004.

surcoût conséquent, souvent non pris en compte.

Vingt-quatre hommes et femmes travaillant dans cinq radios de la région ainsi que quelques journalistes d'autres médias sont venus passer une semaine dans cette bourgade sur le fleuve Niger, près de la frontière avec le Mali. En coopération avec le Service hollandais de développement (SNV), EIRENE les avait invités à une formation professionnelle sur le rôle des journalistes dans les conflits. Un sujet d'actualité, car le processus actuel de réorganisation régionale dans le cadre de la décentralisation entraîne de violentes altercations entre les groupes de population. Les agriculteurs et les éle-

veurs nomades se disputent des terres limitées, ce à quoi s'ajoutent comme partout les sources de conflit de la vie quotidienne. Les producteurs radio-phoniques ne peuvent y échapper. Un mot mal placé à l'antenne et ils sont tout de suite impliqués. Ils deviennent la cible des reproches, voire de mesures coercitives de la part des autorités qui, au Niger, sont très réactives.

En particulier dans les situations de crise et de conflit, le respect des règles journalistiques et la connaissance des principes de base de la gestion des conflits favorisent la détente et la désescalade. L'un comme l'autre sont au cœur de la formation.

Un thème imprévu prit également une grande importance, au moins pour quelques uns des participants. Après

l'horaire officiel de fin du séminaire, quelques uns restaient groupés autour des deux ordinateurs portables et des lecteurs / enregistreurs de mini-disques, pour en savoir plus sur les capacités techniques de ces appareils. Le tout se terminait souvent après 20 heures, une heure bien avancée pour une petite ville nigérienne.

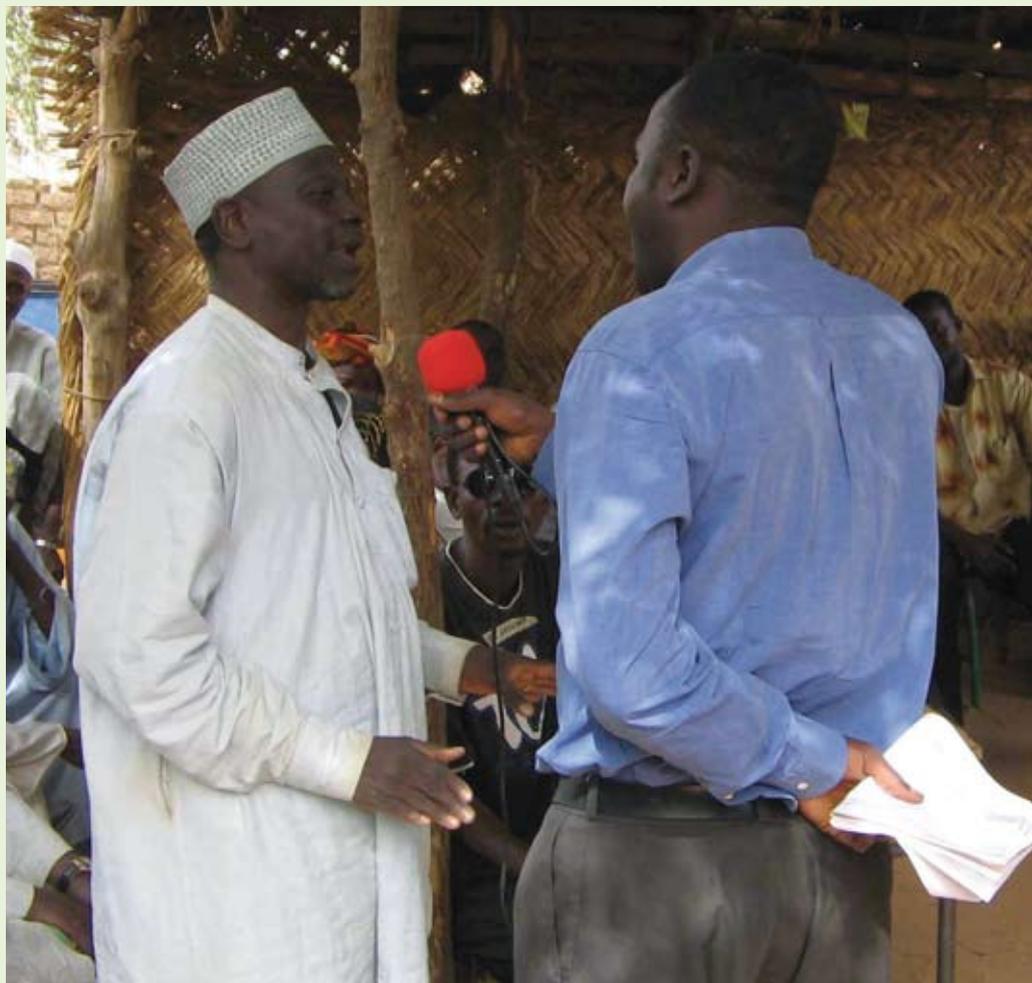
La motivation des participants était très grande. Leur niveau, lui, était variable. Quelques participants avaient une grande expérience et une formation de journalistes radio, tandis que d'autres en étaient au tout début de leur activité d'animateurs radio. Cette différence entre les animateurs et les journalistes fut souvent abordée. Tous les participants ne parlaient pas le français, certains se faisaient chuchoter la traduction par leurs voisins.

Le projet PADET

Dans le cadre de la réorganisation communale, les processus de décision politique ainsi que les administrations ont été décentralisées. Les disputes et tensions entre les groupes ethniques aux modes de subsistance différents (éleveurs / agriculteurs) doivent être réglées au niveau communal.

Le projet travaille conjointement avec des commissions en droit foncier qui attribuent les titres de propriété. Des représentants élus par les communautés suivent également des formations. La population locale est informée de ses droits et devoirs.

Au-delà des formations, le second niveau d'intervention est la sensibilisation, notamment au travers de la caravane de la paix et du prix de la cohabitation pacifique, qui ont lieu une fois par an. Les radios communautaires retransmettent ces événements en direct. Les caravanes émettent tous les soirs de la place du village où elles se trouvent. Le prix pour la paix est diffusé à la radio et les gagnants y sont également annoncés.



Il faut s'entraîner à effectuer des interviews, surtout dans un contexte de conflit.



Le paysage médiatique du Niger

Téléphones fixes: 24.000 (2005)
Téléphones portables: 323.900 (2005)

Chaînes de radio:
Ondes moyennes 5
FM environ 100
ondes courtes 6 (2005)

Chaînes de télévision: 5 (2007)

Fournisseurs d'accès Internet: 200 (2007)
Internautes: 40,000 (2007)

Comme souvent dans de nombreux pays africains, les participants au séminaire désignèrent le «plus vieux du séminaire» comme intermédiaire entre les participants et les formateurs. Il évoqua surtout des questions d'organisation. Le découpage horaire fut adapté aux besoins des participants et l'alimentation fut gérée autrement que prévu. Les participants renoncèrent à toute collation durant les pauses café ainsi qu'au déjeuner. Ils récupéraient en liquide l'argent ainsi économisé et se débrouillaient eux-mêmes pour se restaurer.

Le co-formateur nigérien, Khaled Abdoulaye, ancien ministre de la Communication du Niger, est considéré

comme le père des radios communautaires dans le pays. En conséquence, le niveau était relativement exigeant. Notamment, le style du cours était en présentation frontale, incluant de courtes vidéos et des présentations sur ordinateur avec un projecteur, et ponctué d'exercices pratiques. Selon les thèmes, l'un des formateurs se chargeait de la présentation du thème, tandis que le co-formateur commentait ou donnait des compléments d'information. Ainsi, un travail intensif fut possible même avec un groupe relativement grand. Comme le séminaire avait lieu dans un espace public, d'autres auditeurs – surtout des enfants et des vieux, dont les dignitaires de Méhana – se joignaient conti-

La station de radio dans une valise

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, au Niger, les radios associatives sont particulièrement favorisées. La société Wantok commercialise une «Station de radio dans une valise», qui contient un matériel des plus simples pour la production et l'émission radiophoniques. Elle coûte environ 5 000 € et contient un émetteur FM (30 ou 100 Watts), une console de mixage, deux enregistreurs de cassettes, deux lecteurs de CD, deux microphones, un casque, ainsi que les câbles né-

cessaires. La station de radio du village est prête. Les initiatives locales pouvaient obtenir une telle valise gratuitement, dans le cadre d'un programme d'aide, sous des conditions précises. Une association de parrainage devait être créée, et cette association devait fournir le bâtiment, l'électricité et l'antenne émettrice, et couvrir les frais de fonctionnement. En 2005, il y avait 82 radios associatives de ce type au Niger, dont 5 dans le département de Téra.



La station de radio dans une valise de la société Wantok contient un émetteur FM, une console de mixage, deux lecteurs / enregistreurs de cassettes, deux lecteurs de CD, deux microphones, un casque et des câbles. Avec tout ceci, on peut lancer une station de radio locale.

nuellement aux participants. Le cours était un grand événement pour toute la localité. Le dernier jour, l'émission publique fut une expérience inoubliable. Elle montra aux yeux de tous comment la radio peut être utilisée comme un instrument vivant de communication.

Obstacles

En premier lieu, l'équipement technique absolument dérisoire limite la qualité des radios, tant au niveau technique que du contenu. La radio d'accueil, Radio Wafakeye Méhana, effectue toute sa programmation à l'aide d'un radiocassette et d'un microphone. Nous avons pu vivre chaque soir des émissions produites en direct très vivantes, et visiblement très intéressantes pour le public.

L'accès aux informations est difficile. Il se limite au voisinage immédiat. Au mieux, les informations nationales et internationales peuvent être écoutées sur les ondes courtes et moyennes. Le reprise d'émissions d'autres radios – le «re-broadcasting» – n'est possible que

par l'envoi des supports (cassette, CD) par la poste.

La coopération a constitué un autre problème. D'une part, il y eut peu de concertation et d'échanges entre les différentes radios, les radios participantes souffrant de la lenteur des communications avec la coordination régionales des Radios Communautaires. D'autre part, l'échange entre PADET et les radios participantes fut insuffisant. À l'avenir, des règles pour les échanges et la formation professionnelle devront être développées et appliquées.

La présence de responsables des cinq radios participantes et de représentants du réseau régional des radios associatives a été mis à profit pour mener une analyse approfondie et une planification de la coopération entre les radios et EIRENE. Le soutien matériel et l'encadrement (pratique guidée et pratique médiatrice) furent au premier plan des discussions. C'est précisément dans la perspective d'une politique de paix que le travail des radios doit absolument se professionnaliser,

La caravane de la paix

Les caravanes de la paix faisaient partie du projet PADET. Une trentaine de personnes, dont une troupe de théâtre, sont passées de village en village pour attirer l'attention de la population sur les possibilités de cohabitation pacifique. Les participants prenaient conscience de manière ludique des bases légales régissant l'utilisation des ressources naturelles.

À la fin, une discussion était organisée sur ces thèmes avec les représentants locaux des autorités et les chefs traditionnels. Les caravanes de la paix eurent un grand succès. Ce succès est aussi dû aux radios associatives, qui se sont beaucoup impliquées dans la transmission de l'information. À la plus grande joie des auditeurs et auditrices. En particulier, les sketches de la troupe de théâtre ont eu beaucoup de succès à la radio.



Les enfants sont toujours curieux; si leur soif d'apprendre est satisfaite, ils pourront participer activement au développement de leur pays. La radio peut les y aider.



Khaled Abdoulaye, ancien ministre de la Communication du Niger, a beaucoup soutenu les radios associatives.



Apprendre en faisant : les participants appliquent directement ce qu'ils ont appris via des exercices.



La bénédiction divine ne doit pas manquer: l'imam ouvre le séminaire radiophonique à Méhana avec une prière.

au sens où les producteurs de radio doivent connaître les règles de base de leur profession et pouvoir les mettre en œuvre dans la pratique. Il faut pour cela éveiller la conscience des responsables des radios.

Le séminaire de Méhana était un simple commencement. Par la suite, un accord fut signé entre le projet PADET et les radios associatives participantes. Ce contrat posa les bases de la coopération, du soutien technique et de mesures de renforcement des capacités de soutien à la paix. Des programmes spéciaux doivent participer à la prévention des conflits ainsi qu'à l'éducation à des méthodes non-violentes de gestion des conflits. Deux émissions hebdomadaires donnent la parole à des leaders d'opinion locaux, à des chefs traditionnels et à des représentants des autorités, et elles expliquent l'importance de la cohabitation paisible et des solutions non-violentes aux conflits aigus. Les émissions sont enregistrées sur cassette et envoyées tous les trois mois à la coordination des Radios Communautaires, à Niamey, qui transmet ces cassettes à la direction de projet de PADET. Mais la communication fonctionne également dans l'autre sens. PADET a produit des programmes d'éveil à la conscience et les a envoyés, via la coordination des Ra-

Écho dans les médias

Lors de l'atelier, l'expert-radio d'EIRENE pour le Sahel, Martin Zint, a légué un matériel certes simple, mais exceptionnel pour une radio rurale nigérienne, permettant la production de cassettes: «Jamais encore un expert étranger tout seul ne m'avait aidé autant et aussi vite que Martin avec ce PC et son logiciel de production radiophonique», s'extasia Soumana depuis.

Erhard Brunn dans un article pour le portail de politique de développement en ligne «epo», <http://www.epo.de>



Les participants du séminaire à Méhana.

dios Communautaires, aux radios partenaïres.

Le financement modeste des activités du projet s'avère au final une source essentielle de revenus pour les radios. Le projet participe ainsi indirectement à la survie de ces radios qui sont dans une situation économique très précaire. Les autres revenus sont plutôt mai-

gres. La principale source de revenus est constituée par les annonces familiales et les dédicaces. Pour une somme modique, la radio joue la chanson demandée et le modérateur fait une dédicace à une personne, à une famille ou à un groupe particulier. En l'absence de journal imprimé, les mariages, les naissances et les décès sont annoncés par la radio. Mais elle aide

également à rechercher les bœufs ou les ânes évadés. Les rentrées d'argent sont directement transmises comme «motivations» aux personnes travaillant dans la radio, et aucun capital ne peut être constitué.

Résumé

Le rapport d'évaluation provisoire du projet PADET, en mai 2007, note que la coopération avec les Radios Communautaires est particulièrement appréciée. Chaque semaine, seize émissions liées au projet étaient diffusées par les radios participantes. Cette coopération était importante pour le projet, et les radios se sont révélées d'excellents relais. La preuve en fut donnée par la popularité des émissions et par le grand nombre de «fadas» (clubs d'auditeurs).

L'absence d'analyse systématique du nombre d'auditeurs et de la qualité des émissions est un problème fondamental. Il rend difficile une évaluation définitive de l'effet.

Reporters sans frontières

Rapport annuel 2008 : Niger – statut rouge = situation difficile pour les médias

Cinq journalistes, dont trois étrangers, ont été incarcérés en 2007 pour avoir réalisé des reportages ou des interviews des rebelles touaregs qui, à partir de février, ont attaqué des postes militaires du nord du pays. Le gouvernement n'a pas supporté que la presse le contredise, lui qui n'a jamais vu dans la rébellion autre chose qu'une affaire de «coupeurs de route» [brigands].

(...) Le gouvernement nigérien a reporté à une date ultérieure la réforme prévue de la loi sur la presse. (...) Dans le passé, le gouvernement a plusieurs fois promis de tenir les promesses de réformes, faites en 2003, lors de la campagne pour l'élection présidentielle. (...) De l'aveu même du ministre de la Communication, le nouveau projet de loi est prêt, mais devra attendre le retour de la paix pour être présenté au Parlement.



Journalistes au conclave pour apprendre le travail en situation de conflit

Les médias dans la prévention et la gestion des conflits, un séminaire organisé par l'IDEM, GENOVICO/EIRENE et le Centre Djoliba de Bamako, du 25 février au 3 mars 2007 au Centre Gabriel Cissé, Ségou, Mali
Formateurs: Sadou Yattara (IDEM), Martin Zint (EIRENE)

De grands bruits s'échappent de la pièce du séminaire, des cris, un brouhaha de mêlée. La religieuse se retourne étonnée. Le thème du groupe rassemblé dans le cloître est censé être le journalisme de paix. Mais ce qu'elle entend et voit par la grande fenêtre n'a pas l'air franchement pacifique. Un homme et une femme se disputent farouchement un journal. Ils se battent sans faire attention aux pages qui se déchirent. Le journal part en lambeaux. Le tuteur parvient de justesse à sauver le projecteur du coup de grâce. Il interrompt alors l'exercice. Car il s'agissait bien d'un exercice.

Dix-huit journalistes maliens, hommes et femmes, se sont rassemblés dans un cloître catholique pour le séminaire «Les médias dans la prévention et la gestion des conflits» qui s'est déroulé à Ségou, une ville provinciale sur le fleuve Niger. «Journalistes au conclave pour apprendre le travail en situation de conflit» titrait du coup «L'Inspecteur», un hebdomadaire de Bamako, à la mi-mars 2007, dans son article à propos du séminaire organisé conjointement par l'EIRENE et l'IDEM.

«Tu cherches une voiture pas chère. Dans ce journal, il y a une annonce qui pourra t'intéresser, tâche de le récupérer.» avait chuchoté le formateur à la journaliste de Radio Guintan, une radio de Bamako. Celle-ci s'était portée volontaire pour l'exercice. Le formateur avait donné un journal à un autre volontaire, sans plus de commentaire. Celui-ci lit le journal innocemment.



Trois personnes intéressées, deux journaux. Les ingrédients classiques d'un conflit...

La journaliste choisit une méthode éprouvée: l'attaque par surprise. Elle s'approche de son collègue et tente de lui prendre le journal des mains. Mais ce dernier réagit promptement, l'attaque échoue et la bagarre commence. Le journal y passe et se déchire

en morceaux. Jusqu'à ce que le formateur interrompe l'exercice. Les adversaires se réconcilient en riant, avant de retourner s'asseoir dans l'assemblée. Un calme songeur se propage. La tâche donnée n'a pas été résolue. Il est frappant de voir comment la violence

Mali



Langue administrative	Français
Capitale	Bamako
Régime	République
Chef d'État	Amadou Toumani Touré
Chef du gouvernement	Modibo Sidibé
Superficie	1.240.192 km ²
Population	11.716.829 (en 2006)
Densité de population	10 habitants par km ²
Indépendance	22. septembre 1960



Aucun formateur ne peut plus se passer d'un ordinateur portable et d'un projecteur.



Comme chacun sait, le plus important dans les séminaires, ce sont les pauses.



Le thé est préparé selon un cérémonial dans les règles. Et ce pour l'ensemble du groupe, qui le boit religieusement par petites gorgées.

Mali – Faits

Le pays

Le Mali, plus grand pays du Sahel en Afrique de l'Ouest, s'étend sur plusieurs zones climatiques avec ses 1700 km du Nord au Sud. Au Mali vivent plus de douze ethnies différentes, dont des Touaregs, des Arabes, des Peuls, des Sonrhais et des Bambaras. Ce sont des éleveurs, des agriculteurs ou des pêcheurs.

Depuis la révolution de 1991, le Mali est un régime démocratique légitime. Mais au même moment, le pays dut combattre la rébellion touareg, qui s'acheva par un cessez-le-feu en 1995. Il fallut encore plusieurs années avant que la situation ne se normalise dans les régions touchées. Depuis 1991, une société civile relativement solide se construit progressivement (dans les proportions ouest-africaines).

Il existe aujourd'hui 2000 ONG enregistrées au Mali. En particulier, ce nouveau contexte a permis le développement de mouvements pour les droits des femmes et d'organisations de défense des droits de l'homme, et en dix ans, malgré toutes les résistances, leur travail porte ses fruits.

Population

La population est constituée d'environ trente ethnies différentes, dont les Bambaras (la population principale, avec 30 %), les Malinkés, les Peuls, les Soninkés (Sarakolés, Marakas), les Songhaïs, les Bobos, les Bozos, les Minianka, les Sénoufos, les Dogons, les Khassonkés, les Touaregs, les Maures (en particulier les Kountas), les Dioulas, qui se caractérisent par des langues et des cultures différentes. 81 % de la population malienne de plus de 15 ans est analphabète, seule la moitié de la population a accès à l'eau potable. L'espérance de vie moyenne est de 48,1 ans.



Les médias dans la prévention et la gestion des conflits

Un séminaire organisé par l'IDEM, GENOVICO/EIRENE et le Centre Djoliba de Bamako, du 25 février au 3 mars 2007 au Centre Gabriel Cissé, Ségou, Mali. Formateurs : Sadou Yattara (IDEM), Martin Zint (EIRENE)

Programme:

	8 h 30 - 10 h 30	10 h 30 - 11 h 00	11 h - 13 h	13 h - 14 h 30	14 h 30 - 16 h
1er jour	- Accueil - Présentation du programme - Présentation des participants et des formateurs - Échange sur les attentes et les craintes - Assimilation des règles du séminaire - Exercice: «Portrait»	Pause café	Introduction à la gestion des conflits	Déjeuner	Comme le matin Exercices
2è jour	Retour sur l'exposé, évaluation Concept du conflit, analyse du conflit - Traitement de l'information	Pause café	Concept du conflit et analyse du conflit	Déjeuner	Comme le matin Exercices
3è jour	Retour sur l'exposé, évaluation Préparation et diffusion d'informations en période de paix et en période de conflit Le choix des informations	Pause café	Médias et droits de l'homme, femmes et enfants comme premières victimes	Déjeuner	Comme le matin Exercices
4è jour	Retour sur l'exposé, évaluation Rôle du journaliste et du médiateur	Pause café	Communication non violente	Déjeuner	Comme le matin Exercices
5è jour	Retour sur l'exposé, évaluation Gestion constructive des conflits dans les médias: médias de paix, médias de haine	Pause café	Comme l'unité précédente	Déjeuner	Comme le matin Exercices
6è jour	Évaluation du séminaire, résumé, planification du travail ultérieur	Pause café	Évaluation finale, distribution des attestations de participation	Déjeuner	Comme le matin Exercices

L'IDEM, partenaire local

L'Institut pour la démocratie et l'éducation aux médias au Mali (IDEM) est une organisation pour l'éducation aux médias qui œuvre pour la pédagogie des médias, une bonne gouvernance et une culture de paix.

En particulier, l'IDEM est aujourd'hui un centre d'étude sur les médias, la démocratie et la paix. Au travers de ses activités, ses objectifs doivent être rendus visibles non seulement dans les médias imprimés, mais également à la radio et à la télévision. En outre, l'IDEM organise des cours, des expositions, des discussions et d'autres manifestations. Par ailleurs, il publie des études et des documentations sur les technologies de l'information et de la communication.

L'IDEM est né en 2003 de l'organisation antérieure «Association Journal à l'École Mali / Éducation aux Médias». Ses membres sont des employés des principaux journaux privés et ont contribué pour beaucoup dans la chute du régime militaire malien en 1991.

ce a été spontanément choisie comme moyen de s'imposer, et le peu de réflexion menée pour aboutir à une solution. Comme dans la vraie vie, s'accordent à dire les collègues. Après la discussion d'évaluation détaillée, le formateur propose un deuxième passage. L'effet d'apprentissage apparaît immédiatement. Cette fois, la journaliste aborde cordialement le détenteur du journal et, une fois le contact établi, elle lui demande s'il peut lui prêter brièvement la page des petites annonces. Visiblement, l'offensive de charme fait son effet. La page des annonces automobiles est même gracieusement offerte. Notre lecteur de journal ne s'intéresse qu'aux histoires de la partie rédactionnelle.

Les conflits apparaissent lorsque deux ou plusieurs personnes ou groupes pensent que leurs besoins ne peuvent être satisfaits avec les ressources disponibles. Lorsque les deux parties ne communiquent pas, le conflit s'envenime et prend rapidement une forme violente. La communication clarifie la situation et permet de trouver des solutions. Les parties trouvent souvent un compromis permettant de satisfaire les besoins de chacun. Dans le meilleur des cas, elles trouvent même une solution qui profite aux deux et satisfait mieux encore leurs désirs. Cette sortie de conflit hautement souhaitable s'appelle le «gagnant-gagnant», souvent recherché dans le domaine économique. Mais même le compromis est toujours mieux que le «perdant-perdant» que l'on observe souvent, dans lequel les deux parties préfèrent s'enfoncer ensemble dans l'abîme en laissant tomber la satisfaction

Mali – Faits

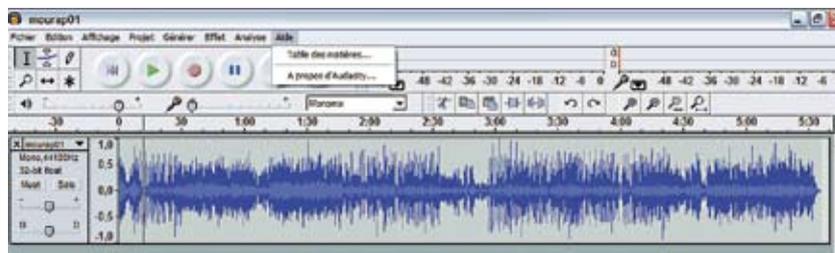
Langues

Avant même la langue administrative (le français), qui n'est parlée que par environ 10 % de la population, le bambara est la langue la plus répandue (40 % de la population). Les autres langues sont les dialectes dogons, le peul, l'arabe, les dialectes songhaïs, le soninké ainsi que les langues sénoufos. De nombreux Maliens comprennent plusieurs de ces langues.

Religion

L'islam est la religion la plus répandue, rassemblant 90 % de la population (surtout dans le Nord du pays); 8 % de la population pratique des religions indigènes (surtout dans le Sud). Les catholiques et protestants représentent 2 % de la population. La grande mosquée de Djenné est l'une des plus grandes constructions en torchis du monde; c'est l'un des édifices les plus connus en Afrique et il fut déclaré patrimoine culturel mondial en 1988 par l'UNESCO, conjointement avec la vieille ville de Djenné

Audacieux



Audacity est un logiciel informatique gratuit (freeware) permettant l'enregistrement, la conversion et le traitement des fichiers audio. Les fichiers audio peuvent être mélangés et traités sur un nombre quelconque de pistes.

Audacity propose la même interface graphique sur les différents systèmes d'exploitation. L'aide et les menus existent en de multiples langues, notamment en français. Dans le contexte du travail dans les pays francophones, ceci représente un grand avantage.

De nombreux programmes similaires n'existent qu'en anglais. Ce logiciel s'est surtout fait connaître car il est souvent utilisé pour la création et le traitement des podcasts. Mais Audacity peut faire beaucoup plus que le simple traitement audio. Il constitue un concurrent sérieux à ne nombreux logiciels audio payants.

Le nom du programme est un jeu de mots avec le mot anglais «audacity» (en français «audace») et le terme «audio».

issu de Wikipédia

de leurs besoins. Une sortie de conflit tellement fréquente.

«Cette forme de séminaire ne nous est pas familière» explique plus tard Sadou Yattara, un membre de l'équipe. Sadou Yattara est une personnalité centrale de la scène médiatique malienne également reconnue à l'étran-

ger. Déjà au temps de la dictature, il s'est battu pour la liberté de la presse, et il est très estimé de ses collègues. La nouveauté pour lui, ce sont les parties prudentes du séminaire qui concernent la prise de conscience de soi.

Mais justement, la manière de gérer les conflits est fortement influencée

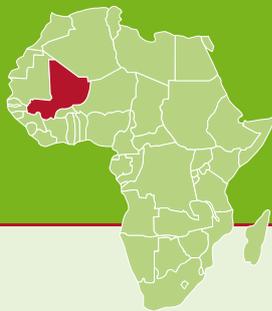
Le paysage médiatique

À côté de la radio publique, le Mali compte environ 150 radios privées, dont la plus grande partie sont des radios associatives qui émettent en FM. La plupart sont apparues avec la démocratisation du Mali, après 1991. La station la plus écoutée est Radio France International. Ses émissions d'information sont reprises par de nombreuses radios locales. En 1993, la radio publique (ORTM) créa une seconde chaîne émettant uniquement en FM.

Téléphones fixes: 82 500 (2006)
Téléphones portables: 1,513 millions (2006)

Fournisseurs d'accès Internet: 28 (2007)
Internautes: 70 000 (2006)

Chaînes de radio:
ORTM: ondes courtes et moyennes + 2 chaînes en FM
Radios privées: environ 150



par la personnalité propre et par les modèles appris, modèles souvent tournés vers la violence. On touche là à un problème fondamental des séminaires sur la gestion des conflits. L'intérêt pour les techniques et la connaissance des mécanismes à l'œuvre est grand, mais la disposition à poser un regard sur son propre comportement et à réfléchir sur son propre rôle est souvent plus limitée. Cette fois-ci, l'atmosphère dans le groupe était très ouverte et coopérative, ce qui s'est traduit par une grande disposition aux jeux de rôles et aux exercices. Les évaluations n'en restaient pas moins difficiles. La violence comme stratégie de résolution des conflits semble profondément enracinée, et l'appel aux sentiments est pour le moins ardu.

Une des causes en est peut-être la grande diversité des participants. Elle allait d'un stagiaire au début de sa formation de journaliste à deux rédacteurs en chef. Dans les séminaires de ce type précédents, il s'était avéré utile de s'adresser séparément aux personnels dirigeants (rédacteurs en chef). En science des médias, dans les facteurs influençant le travail de journaliste, on fait la différence entre les facteurs liés au système et ceux liés aux acteurs. Les personnels dirigeants pensent et agissent surtout en fonction des facteurs liés au système. Bien entendu, il est également intéressant pour ces personnels dirigeants de faire ressortir leur rôle d'acteurs. Mais à Ségou, il apparut clairement que leurs questionnements étaient différents de ceux des autres journalistes. ■

Recommandations



Nous, participants du séminaire organisé à Ségou du 26 février au 3 mars 2007 sur le thème «Les médias dans la prévention et la gestion des conflits», exprimons notre entière satisfaction concernant le déroulement du séminaire.

Vu la nécessité de poursuivre le travail après les efforts communs des participants, des formateurs et des organisateurs, les participants recommandent les choses suivantes:

- la poursuite de la formation des journalistes pour constituer un groupe de professionnels des médias plus solide.
- l'intégration à cette formation de journalistes de toutes les régions.
- la relance du Réseau des journalistes pour la paix (RJPID) et sa connexion avec d'autres réseaux, en particulier le PECOJON.
- l'organisation d'une compétition qui récompense le meilleur article, la meilleure émission de promotion de la paix.
- l'intégration de journalistes professionnels aux activités du projet GENOVICO, pour le promouvoir et le faire connaître.

Ségou, le 3 mars 2007, les participants

Le projet GENOVICO au Mali

GENOVICO – Projet d'appui à la création d'un réseau de formateurs en Gestion Non Violente des Conflits

L'objectif de GENOVICO est la prévention contre un déroulement violent des conflits ainsi que la gestion locale des conflits grâce à la formation et au travail en réseau. Au sein d'un groupe informel d'organisations qui travaillent avec des agriculteurs et des éleveurs sur les conflits de ressources, des thèmes tels que les mécanismes traditionnels de la gestion des conflits, ou encore l'islam et la gestion des conflits, sont débattus. Ceci s'accompagne d'études réalisées dans le cadre du projet. Le réseau rassemble les expériences disponibles et adapte les instruments et méthodes de la gestion non violente des conflits à la réalité locale. Le projet tente d'ancrer au Mali un savoir-faire de gestion non violente des conflits, sous une forme durable et adaptée. Simultanément, il travaille à une mise en réseau des expériences dans l'Afrique de l'Ouest francophone.



Radio Maendeleo

La communication est un élément central du développement et de la démocratisation. La radio est un moyen de communication essentiel, simple à utiliser et à entretenir. C'est un média de masse à l'accès facile, particulièrement adapté aux groupes ou individus qui ne savent pas lire ou qui vivent dans une tradition de l'oral. C'est pourquoi Radio Maendeleo fut fondée en 1993, première radio associative de la province congolaise du Sud-Kivu. Là-bas, c'est la station la plus écoutée, grâce à son mélange d'informations, d'émissions d'éducation et de divertissement, qui ont toutes pour objectif le développement durable et la promotion de la démocratie et de la paix. Radio Maendeleo entend participer au développement social, économique, et culturel du Sud-Kivu.

Radio Maendeleo est issue d'un regroupement d'initiatives de la société civile. Elle est née en mai 1993 au Sud-Kivu. Aujourd'hui, dix-neuf ONG y sont représentées. Parmi elles, l'organisation SOCOODEFI partenaire d'EIRENE / ZFD, le Comité régional des ONG pour le développement au Sud-Kivu (CRONGD) et l'Institut supérieur de développement rural (ISDR) :

Radio Maendeleo est un média alternatif d'information et de communication, fondé par des groupes non-étati-

ques de la société civile. L'isolation et la désinformation des populations locales sont des facteurs d'aggravation des conflits. Le travail pour la paix effectué par le ZFD au Burundi et dans l'Est du Congo s'articule autour du contenu des informations diffusées, de la coopération avec les églises, des questions d'impunité, de la participation politique, ainsi que de l'intégration des femmes aux processus post-conflits tant au niveau local qu'au niveau régional. Ainsi, diverses initiatives bénéficient d'une publicité plus large.

Radio Maendeleo s'est fixé pour objectif de surmonter l'isolation des populations rurales et de mettre en relation les individus et les groupes de la région. Grâce à la transparence et à l'exhaustivité des informations, l'insécurité omniprésente doit pouvoir être réduite. La sphère publique doit apporter une protection contre les brigades de la part des acteurs militaires et politiques.

La radio est financée par les contributions des organisations membres et par des donations de partenaires internationaux (Misereor, Ambassade de Belgique, Christian Aid).

À l'heure actuelle, les radios locales nouvellement créées souffrent

d'un soutien insuffisant. La formation et le perfectionnement des animateurs n'en est qu'à ses débuts. Le manque de bureaux locaux dans les régions d'émission empêche les objectifs d'être pleinement atteints.

C'est ce qui a convaincu EIRENE d'installer un bureau du ZFD au Sud-Kivu pour aider à la diffusion d'informations critiques et de soutien à la paix. Le poste, actuellement occupé par le journaliste suisse Hansjörg Enz, doit permettre d'agir à deux niveaux.

D'une part, la production et la diffusion d'informations et d'émissions en coopération avec des représentant(e)s de la société civile (églises, organisations de femmes et de jeunes) doivent être favorisées. Le système politique et économique déficient au Sud-Kivu nécessite l'intervention et le soutien externes d'un personnel de paix qualifié (PPQ) dans les domaines de l'information et de la communication, ainsi que le renforcement des capacités professionnelles, personnelles et institutionnelles locales. EIRENE compte aussi développer une coopération étroite avec un autre de ses PPQ, basé à Bujumbura, au Burundi. Ces personnels se consacrent à la mise en réseau et à la coordination des structures locales par-delà les frontières, et travaillent également aux côtés des représentants des médias.

D'autre part, les radios locales doivent être accompagnées et qualifiées. La formation continue des animateurs de ces radios doit permettre de promouvoir une information critique et transparente et aider un public mieux informé à prendre conscience de ses droits démocratiques puis à les faire valoir. Ces radios jouent également un grand rôle dans la participation des jeunes au développement local et aux initiatives se situant à ce niveau des processus sociaux.

République Démocratique du Congo



Langue administrative	Français
Capitale	Kinshasa
Régime	République
Chef d'État	Joseph Kabila
Chef du gouvernement	Antoine Gizenga
Superficie	2.345.410 km ²
Population	65.751.000 (en 2007)
Densité de population	24 habitants par km ²
Indépendance	30. juin 1960 (de la Belgique)



Nous avons été censurés et nous espérons que cela ne se reproduira plus

Interview avec Kizito Mushizi, directeur de la Radio Maendeleo, Bukavu / RDC, 13.03.08 à Bruxelles. Radio Maendeleo est une radio associative basée à Bukavu au Sud Kivu, en République Démocratique du Congo. Cette radio existe depuis 15 ans et a été créée par des acteurs de la société civile, en particulier des organisations non gouvernementales de la province.

Quel est le conflit le plus inquiétant dans votre région?

C'est vraiment une question difficile. En fait nous venons de traverser depuis 1996 une série de violences qui s'atténuent un peu mais qui ne sont pas finies. Ce sont des violences de plusieurs ordres parce qu'il y a participation d'acteurs extérieurs qui ont également attisé des violences et des conflits à l'intérieur, ou qui réveillent d'autres conflits à l'intérieur. Avec cette dimension externe, plusieurs armées de plusieurs pays africains se sont battues sur le sol congolais, ce depuis 1996 et 1998 jusque pratiquement 2003. À l'échelle interne, nous avons plutôt des guerres faites essentiellement pour le contrôle du pouvoir et le contrôle des ressources. Ces deux dimensions ont aussi suscité des tensions à une échelle beaucoup plus petites, des tensions entre individus ou des tensions intra-communautaires. Au sein d'une même communauté on a vu des conflits apparaître et des tensions non ressenties auparavant.

Comment rendez-vous compte de ces conflits avec votre radio?

La radio est le média le plus populaire chez nous. On aborde les conflits sous plusieurs angles. D'abord sous l'angle de l'actualité. Quand on traite l'actualité. Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce qu'on a dit? Qu'est-ce qui se fait? Et quelles sont les pistes de solution



qu'on peut envisager en cas de problème ou de difficulté. Mais surtout nous abordons ces questions de manière très ouverte, de manière à donner de l'espace à un plus large éventail d'intervenants possible, afin d'apporter différentes contributions à des questions spécifiques. Ensuite, il y a l'angle historique, parce que c'est très important de savoir ce que s'est passé avant. Mais en gardant en vue la gestion des problèmes actuels. Donc, au delà des informations et du travail journalistique d'actualité, nous soulevons certaines questions importantes avec des personnes aux ressources suffisantes pour parler de ces ques-

tions-là, mais aussi et surtout en suscitant l'intervention de citoyen. Parce que les citoyens ont besoin d'une voix pour s'exprimer et ils le font, ce qui est une bonne chose. Poser des questions, apporter des contributions, mais surtout demander soit le conseil de personnes compétentes, soit des solutions de la part des autorités.

Il faut dire quand même que douze mois après que la RDC a eu ses premières élections générales, le système d'accès au pouvoir a changé, les autorités sont légitimes. Ils ont des comptes à rendre et ils ont du travail à faire pour le retour de la paix. La sécuri-

République Démocratique du Congo – Faits

Population

La population est constituée de douze groupes ethniques, qui eux-mêmes se divisent en 240 sous-groupes. Les plus grands groupes de population sont les Kongos, les Mongo, les Lubas et les Lundas. Ils font partie des peuples bantous, qui représentent environ 80 % de la population. 15 % descendent de groupes soudanais, que l'on trouve surtout dans le Nord. Parmi les minorités, on trouve les Nilotiques au Nord-Est ainsi que les Pygmées et les Hamites à l'Est. La population blanche, essentiellement belge, avait quitté presque entièrement la région à la fin des années soixante.

Langues

La langue administrative est le français. Il existe beaucoup d'autres langues nationales, ainsi que 200 autres langues parlées en RDC: le lingala (compris par 50 % de la population), le kikongo (compris par 30 % de la population), le kiswahili (compris par 10 % de la population), le tchiluba (et le kiluba proche), le tchokwé, le kituba, etc. Les quatre premières ont le statut de langue nationale.

Religion

80 % de la population appartient aux communautés religieuses chrétiennes (Église catholique romaine : 42 %, protestantisme: 25 %, Église kimbanguiste: environ 6 % et Église néo-apostolique: environ 4,5 %). 10 % sont musulmans et 10 % adeptes de religions traditionnelles.

té est un droit des citoyens et c'est un devoir des pouvoirs publics de l'établir. Ce sont des questions concernant la sécurité, elles sont ouvertes, les gens en parlent, et parfois les autorités locales et nationales répondent. Pour ce qui est des conflits locaux, je parlerais plus spécialement du Sud Kivu dont l'un des grands conflits est le conflit des terres. C'est l'une des provinces les plus peuplées de la République Démocratique de Congo, la densité est très forte. Il y a des actions d'acteurs non gouvernementaux afin d'essayer de pousser le pouvoir à mettre de l'ordre dans tout ce qui concerne les terres et la gestion des terrains. On implique les autorités locales, chef coutumiers, les notables locaux et les services techniques de l'état qui, effectivement, travaillent dans des conditions souvent difficiles, mais qui du reste savent techniquement ce qui doit être fait. On appelle les juristes, parce que il faut éclairer les gens sur la gestion des terres en République Démocratique du Congo. Dans ces perspectives là, nous pensons que notre contribution est d'atténuer, d'apaiser les tensions. Que la lumière soit faite sur ce qui paraît flou, qui paraît être le monopole des plus riches et des plus forts et que l'État engage une action en faveur des plus défavorisés pour sécuriser leurs terres. Évidemment il y a tout une série de conflits sur les ressources naturelles.

Ça c'est toute une autre question. Les ressources forestières, les ressources minières, cela ressemble un peu au Far West. Le Congo possède beaucoup des richesses que parfois nous même ne connaissons pas et les tensions communautaires que cela provoque dans les zones d'exploitation sont souvent violentes. Surtout si des acteurs étrangers s'en mêlent comme par exemple ces fameux rwandais qui sont dans nos forêts. Cela apporte une dimension autre que la dimension purement locale à la lutte pour l'accès aux ressources. Ce sont des conflits beaucoup plus difficiles à aborder à la radio mais on le fait comme pour les autres.



De nombreux collaborateurs et collaboratrices, et peu d'ordinateurs... Radio Maendeleo.

Quels obstacles rencontrez-vous en abordant ces sujets?

Le travail des journalistes dans les pays du tiers monde n'a jamais été facile. Dans la dizaine d'année qu'on vient de traverser, on a connu énormément d'obstacles à notre travail d'information. Il y a eu différentes étapes. Et à chaque étape il y a eu des comportements et des attitudes différentes des hommes au pouvoir. Pendant la guerre c'était très dur de dire la vérité, de dénoncer certaines pratiques, de donner certaines informations d'intérêt public. C'était difficile et je crois qu'on essaye d'oublier cette époque. On a fait de la prison, nous avons été censurés et nous espérons que cela ne se reproduira plus. Depuis 2003, depuis que le pays a entamé sa période de transition politique vers un régime plus démocratique, les choses se sont nettement apaisées. Nous abordons tous les sujets, il n'y a pas de tabous. Du moment que nous pouvons éclairer les faits, nous les abordons et souvent les autorités collaboreraient suffisamment et répondent à nos invitations. Pas toujours certes, et cela ne veut pas dire que les menaces sont finies. Non, les menaces continuent, parce que des gens pensent qu'en donnant une information, on s'attaque à leur personne. Ils confondent l'information qu'on donne au public et se sentent nommés responsables en tant que personnalité publique. Cela nous crée vraiment des problèmes. Donc nous recevons toujours des menaces, mais en nette diminution par rapport à l'époque de la guerre.

Quelles sont les mesures que vous proposeriez pour améliorer la capacité de votre radio à gérer des conflits?

Je pense qu'il y a tout un travail. En 1993 quand Radio Maendeleo est née, elle était l'unique radio associative de la province. Voire même du pays. Maintenant en 2008 la seule ville de Bukavu, qui est la capitale provinciale du Sud Kivu, en compte presque une dizaine. Donc le paysage médiatique c'est beaucoup développé et s'est développé avec énormément de lacunes, effectivement, parce que faire de la radio, c'est devenu comme une mode. Et suivre une mode cela signifie en réalité qu'on se ne conforme pas nécessairement aux standards du métier qu'on vient d'embrasser. Je pense qu'il y a un grand besoin de mettre à jour les connaissances des journalistes qui travaillent dans la radio. Des choses ont été faites mais il y a des aspects qu'il faut absolument renforcer. Notamment le fait de savoir comment aborder les questions sensibles, telles que dans les conflits. Les conflits fonciers, les conflits autour des ressources naturelles, les conflits violents. La question des victimes, la question des témoins. Comment leur donner une perspective de la construction d'une société moins violente, plus paisible, plus apaisée. C'est un besoin, certainement. C'est un besoin et au delà de ce renforcement des capacités, je pense quand je vois ces radios fonctionner, puisque nous travaillons dans un réseau inter-provincial de radios communautaires, qu'il y a quand même un réseau national. Ce sont des radios



Les Nations Unies à propos de la RDC

«L'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo par des armées étrangères revêt aujourd'hui un caractère aussi bien endogène qu'exogène ... Les organisations criminelles, qui ont des ramifications et des liens dans le monde entier, constituent un grave problème de sécurité auquel la région va maintenant devoir faire face. Le secteur privé a joué un rôle déterminant dans l'exploitation des ressources naturelles et la poursuite de la guerre. Un certain nombre de sociétés ont alimenté le conflit directement, échangeant des armes contre des ressources naturelles.»

(Lettre datée du 12 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général de l'ONU)

fortement dénuées de moyens de travail. Donc j'ai dit que c'était un effet de mode et on se lance et effectivement, on sait qu'il y a des lacunes techniques, des lacunes technologiques, et enfin des lacunes dans le travail éditorial des journalistes.

Vous venez d'entamer une coopération avec EIRENE. Qu'est-ce que vous attendez de cette coopération ?

Je me suis aperçu que nous pouvions tirer beaucoup de l'expertise d'EIRENE, en mettant par exemple à notre disposition un assistant technique qui va travailler avec un homologue congolais de notre rédaction. Cette personne est non seulement un journaliste professionnel, mais aussi un enseignant en journalisme avec des perspectives, des orientations bien précises. Nous allons donc essayer de tirer le maximum de l'expertise qu'EIRENE met à notre disposition. C'est une chose. Sur le plan du travail journalistique de notre équipe de rédac-

tion d'une part, et sur le terrain où nous déployons des activités d'autre part. En tant que radio associative, nous travaillons avec des groupes à la base. Ces groupes sont des groupes de communicateurs essentiellement. Et nous allons essayer de voir avec EIRENE et notre équipe comment améliorer sensiblement les interventions de nos radio-clubs, de nos groupes à la base, dans leurs méthodes de communication, notamment en ce qui concerne la gestion des conflits locaux qu'ils sont amenés à vivre et à rapporter au quotidien à la radio.

Votre radio existait déjà en 1994, au moment du génocide au Rwanda, avec cette infâme radio de la haine «Mille collines» qui a appelé au génocide. Comment vous avez vécu ce voisinage ?

Le Congo en 94 avait des préoccupations politiques internes terribles. La conférence nationale souveraine venait d'échouer. C'était l'époque à laquelle Mobutu essayait de renforcer tant bien que mal son pouvoir. Et

donc les congolais étaient très tournés vers l'intérieur. Ils n'ont pas vraiment vu venir les choses et l'intérêt pour le Rwanda à ce moment là était quasiment inexistant. C'est quand on a vu des milliers, ces centaines de milliers, peut-être un million de réfugiés entrer sur le sol congolais, venant du Rwanda, qu'on a réalisé l'ampleur terrible de la tragédie. De plus Radio Mille Collines diffusait essentiellement en Kinyarwanda, qui n'est pas une langue très parlée au Congo. Donc on n'a pas beaucoup suivi. Malheureusement c'est devenu le modèle de la Radio de la Haine. Je crois que ce genre de média ne sont pas des médias. Ce sont des outils mis en place par des politiciens ayant des objectifs scandaleux. Je pense que certaines personnes pensent que si qu'on a un émetteur et un mixeur, on a une radio. Mais la radio va bien au delà du matériel. C'est un réel projet éditorial de contribution à l'émergence d'une société plus développée dans laquelle les gens vont mieux. Radio mille collines est un exemple triste. J'espère que le monde n'en connaîtra plus. ■



Témoignages des cruautés perpétrées ces dernières années: des crânes conservés comme preuves.

Table des matières

Quelques ouvrages, publications et sites web concernant un travail médiatique impactant les conflits.

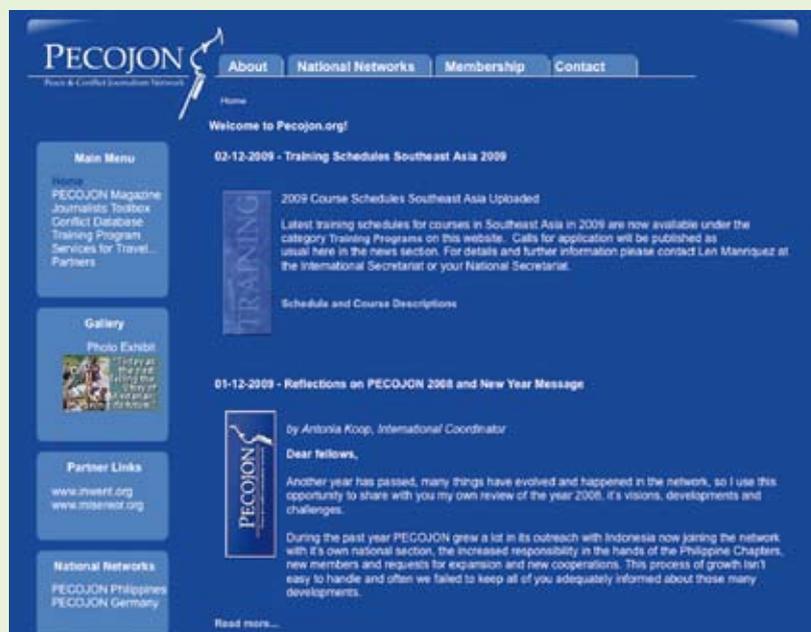
- Le programme MEDIAS POUR LA PAIX, coordonné par l'Institut PANOS Paris, vise en priorité les médias d'actualité, et cherche à renforcer la capacité des journalistes, de leurs organisations professionnelles et de la société civile à adopter la position la plus responsable possible face aux interrogations rencontrés par ces acteurs dans leurs pays au quotidien.
www.panosparis.org/fr/paix.php
- Institut PANOS Afrique de l'Ouest, informer et communiquer pour une culture de la démocratie, de la citoyenneté et de la paix en Afrique.
www.panos-ao.org
- UNESCO, depuis plusieurs années, l'UNESCO aide les médias indépendants dans les situations de conflit et d'après-conflit pour leur permettre de réunir et diffuser une information non-partisane.
http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=18538&URL_DO=DO_PRINTPAGE&URL_SECTION=201.html
- La Fondation Hirondele, ONG Suisse, travaillant dans le domaine des medias impactant des conflits.
www.hirondele.org
- Conseil Catholique dans les domaines de la communication et des médias.
www.cameco.org

- Rapport de l'évaluation à mi-parcours (MEC II), Matthias Banzhaf, EIRENE, a commander auprès d'EIRENE International: info@eirene.org
- Rapport de l'évaluation du PADET I, Dr. Thomas O. Jenisch/Bana Wenceslas Sanou, EIRENE 2007, a commander auprès d'EIRENE International: info@eirene.org

En langue anglaise:

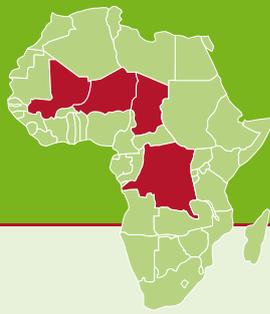
- Davison, Phillips: Mass Communication and conflict resolution New York et al. 1974
- Howard, Ross/Rolt, Francis/Van de Veen, Hans/Verhoeven, Juliette: The Power of the Media. A Handbook for Peacebuilders. Utrecht, 2003, European Centre for Conflict Prevention.
- Kempf, Wilhelm: Constructive Conflict Coverage. A socialpsychological approach. Berlin 2003.

- Lynch, Jake/McGoldrick, Annabel: Peace Journalism (Conflict & Peacebuilding). Handbook for journalists, examples and exercises, Stroud 2005
- Spencer, Graham: The Media and Peace. From Vietnam to the 'War on Terror'. Basingstoke, u. a. 2005
- Lynch, Jake: Reporting the World. The Conflict and Peace Forums, 2002. Here you will find more texts on „ethical reporting in conflicts“. www.transcend.org/journ.htm.
- Manoff, Rob: Role Plays – Potential media roles in conflict prevention, and management. In: Track Two, December 1998, p. 11–16., http://ccrweb.ccr.uct.ac.za/archive/two/7_4/p11_roleplays.html
- Sandra Melone, Georgios Terzis, Oszel Beleli, Berghof: Using the media for conflict transformation, the Common ground experience. Handbook for Conflict Transformation, info@berghof-center.org



Sites web

- www.pecojon.org – The Peace and Conflict Journalism Network.
- www.cameco.org – Catholic Media Council, rich information on media projects all over the world.
- www.sfcg.org – Search for Common Ground, NGO working on Conflict management.



Le Journal des journaux

Au début du mois de février, la ville de N'Djamena a fait l'objet d'une attaque des rebelles dirigée par une coalition composée de l'Union des Forces pour la Démocratie et le Développement (UFDD) de M. Mahamat Nouri, du Rassemblement des Forces pour le Changement (RFC) de M. Timane Erdimi et de l'UFDD fondamentale de M. Abdelwahid About. Au cours de cet événement douloureux, les rebelles se sont emparés des quartiers Nord-Est et Sud-Est de la capitale pendant 48 heures. Cela qui a fait croire au commun des mortels que le régime en place à N'Djaména était tombé.

C'est ainsi que certaines couches de la population se sont attelées aux pillages des biens appartenant aussi bien à l'Etat qu'aux particuliers ainsi qu'à la destruction de certains édifices administratifs. Signalons que les deux parties au conflit se sont affrontées pendant toute la période en pleine ville sans distinction des cibles civiles et militaires et en violation du Droit International Humanitaire.

Ces événements ont poussé une partie des habitants la ville à se réfugier au Cameroun. D'autres habitants se sont déplacés à l'intérieur du pays. C'était la psychose générale au Tchad. Depuis le retrait des rebelles de la capitale, on constate une colère des forces de défense et de sécurité qui, à leur tour, commettent des abus des droits et libertés fondamentaux de la population. En conséquence immédiate des attaques, le Chef de l'État a pris des

mesures exceptionnelles en faisant recours aux dispositions de l'article 87 et suivants de la Constitution du 31 mars 1996. Du coup, le pouvoir des forces de défense et de sécurité a été renforcé. L'adoption de l'ordonnance N°05/PR/2008 portant sur le régime de la presse au Tchad vient corroborer la situation; La radio FM Liberté a été fermée avant et après les événements. Les autres radios membres de l'Union des Radios Privées du Tchad (URPT) ont décidé d'arrêter momentanément la réalisation et la diffusion de certaines émissions. Enfin, une forme de

censure préalable a été instaurée dans les organes de presse.

La branche Allemande d'EIRENE International a lancé un appel aux dons grâce auxquels on a pu soutenir des défenseur des Droits de l'homme et des journalistes. Plus de trente personnes en tout notamment Gon ont soutenu les directeurs de plusieurs publications qui furent forcés de quitter le pays.

Les journalistes et rédacteurs réfugiés au Cameroun ont dans un commun effort produit le „Journal des Jour-

naux". Des collègues de six journaux et de Radio Liberté ayant du interrompre leur publication régulière du fait de la forte répression ont consacré cette édition spéciale à ces restrictions intolérables de la liberté de presse, un exemple touchant de résistance et de solidarité au sein des acteurs des médias. Le Journal des Journaux est paru le 3 mars 2008 à N'Djaména, à 10.000 exemplaires. La production a été en partie financée par les dons venus d'Allemagne. Voici ce qu'a écrit Lazare Djekourninga Kaoutar, Directeur du FM Liberté dans une lettre de remerciements datée du 31 mars 2008: «Nous apprécions à sa juste valeur votre solidarité si forte à notre égard». Les journalistes et défenseurs de Droits de l'Homme au Tchad.



Le travail d'EIRENE: Un signal pour la paix et la justice

- Service de volontaires dans le monde entier: EIRENE aide chaque années 100 personnes de tout âge à s'engager pour la paix et la justice auprès d'organisations partenaires locales
- Règlement non violent des conflits dans le monde entier: Les spécialiste d'EIRENE pour le Service Civil pour la Paix (ZFD) aident à résoudre des conflits de manière pacifique en Afrique et en Amérique Latine.
- Aide à l'entraide: les coopérants d'EIRENE soutiennent des organisations partenaires locales en Afrique et en Amérique Latine dans leur combat pour un développement propice et durable
- Réconciliation entre musulmans et chrétiens
- Engagement auprès des plus faibles

EIRENE, association à but non lucratif, fut créée en 1957 à l'initiative du Conseil Œcuménique des Églises Chrétiennes. Alors très sensibles l'idée de la non violence, les fondateurs voulaient émettre un signal en réaction au réarmement européen.

EIRENE est aujourd'hui un Service de développement reconnu par l'État, aussi dans le cadre de «L'autre Service à l'étranger», alternative au service sivil obligatoire allemand). Par ailleurs, EIRENE envoie des spécialistes dans le cadre du Service Civil pour la Paix. Depuis la création d'EIRENE, plus de 1600 volontaires et spécialistes du développement ont travaillé et se sont engagés auprès d'organisations partenaires locales pour la justice et la non- violence.

Le travail d'EIRENE est financé par des subventions publiques et par des dons.

Veuillez soutenir notre travail! Compte destiné aux dons: 101 138 0014 · KD-Bank Duisburg · Code banque: 350 601 90
IBAN: DE16350601901011380014 · BIC/SWIFT: GENODED1DKD
Contact dons: Anne Dähling · Tel.: +49(0)2631-8379-18 · E-Mail: daehling@eirene.org

Le DVD contient les vidéos suivantes:

Documentation de deux Workshop –
Radio au Tchad (français avec sous titres allemand, 11min12")

Interview de Dournar Jem Kam Kam, Directeur de Radio Rurale
N'Djaména, 8min21"

Interview de Madjioudou Laoundam Laoumai, coordinateur du
programme d'EIRENE pour la coexistence pacifique des éleveurs
et des cultivateurs au Tchad, 10min

Interview de Lazare Djekourninga Kaoutar, Directeur de FM Liberté,
N'Djaména, 3min12"

Interview de Tchanguiz Vathankha, Redacteur en Chef de Radio
Brakoss, Moïssala, 7 min 25"

Interview de Kizito Mushizi, Directeur de Radio Maendeleo,
Bukavu, République Démocratique du Congo, 10min

Auteur des vidéos: Martin Zint,
2001 – 2008

Mention Légales

Edition:

EIRENE – Internationaler Christlicher
Friedensdienst e.V.

Boîte Postale 1322, 56503 Neuwied

Telephone: +49 (0) 26 31 - 83 79 - 0

Telefax: +49 (0) 26 31 - 83 79 - 90

E-Mail: eirene-int@eirene.org

Internet: <http://www.eirene.org>

Auteur:

Martin Zint

Redaction:

Claudia Frank

Paru en version allemande, française et anglaise

Photos:

Martin Zint sauf pages 14, S.17: Etienne Fopa, p. 39

Rapahel Yimga Tatchi, p. 48 Radio Maendeleo

Photo Première page:

Martin Zint

Layout:

Henry Zimmer

Mise en page:

arttec grafik simon & wagner

Impression:

Knotenpunkt GmbH, Buch

Tirage:

1000 exemplaires

Compte bancaire:

EIRENE International

Nr de Compte: 10 11 380 014

KD-Bank

Code banque: 350 601 90



Le cachet de l'Institut Central Allemand pour les Question Sociales est garant de transparence et de sérieux dans l'usage des dons. Il a été attribué à EIRENE en 1995 pour la première fois et chaque année depuis..



En gage d'un suivi exemplaire des volontaires et d'un choix de projets de haute qualité, EIRENE bénéficie depuis 3 ans du cachet de qualité QUIFD

Financé par les fonds du Service Civil
pour la Paix et et le Ministère Fédéral
de la Coopération

